

BULLETIN LITHUANIEN

Nos 2 - 3 - 4



Juin-novembre 1951

SERVICE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

Périodique bimestriel

SOMMAIRE

DOCUMENTS

*Mémoires aux Gouvernements
des pays libres membres des Nations Unies*

- I. — Lettre de S. E. M. Zadeikis, Ministre de Lituanie à Washington, du 23 octobre 1951, n° 1.924, adressée à S. E. M. Dean G. Acheson.
- II. — Lettre des Représentants Diplomatiques des Etats Baltes à Washington, ainsi que des Représentants des Conseils Nationaux de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie libres, aux Etats-Unis, adressée aux Ministres des Affaires Etrangères des pays libres membres des Nations Unies.
- III. — Mémoire commun des Représentants des pays sous domination communiste, adressé aux Ministres des Affaires Etrangères de tous les pays libres membres des Nations Unies, le 19 octobre 1951.
- IV. — Mémoire annexe concernant la Lituanie.

MATERIAUX

- I. — L'Administration de la Lituanie occupée.
- II. — La vie culturelle en Lituanie occupée d'après les sources soviétiques.
 - A. — *Littérature et Art.*
 - B. — *Enseignement.*
 - C. — *Médecine.*
- III. — La vie économique et sociale.
 - A. — *L'Industrie.*
 - B. — *Condition des ouvriers.*
 - C. — *Comment se constitue et vit un kolchose agrandi.*
 - D. — *La guerre contre les koulaks.*

RECIT DES EVADES

NOUVELLES RELIGIEUSES

- A. — Le vingt-cinquième anniversaire de la Province ecclésiastique de Lituanie.
- B. — 1251-1951. Un peu d'histoire : Comment, il y a sept siècles, la Lituanie a adopté la religion catholique romaine.

LITHUANIE LIBRE

- I. — Organisation et représentation à l'étranger.
- II. — Presse.
- III. — Service d'Information et de Documentation.

DOCUMENTS

MEMORANDUMS AUX GOUVERNEMENTS DES PAYS LIBRES, MEMBRES DES NATIONS UNIES

A l'occasion de la Sixième Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies à Paris, les Représentants des pays se trouvant sous domination soviétique ont adressé aux Membres des Nations Unies un mémorandum général relatif au crime de génocide — en particulier à la déportation. Ce mémorandum commun est accompagné de mémorandums annexes séparés concernant chaque pays. Ces mémorandums, en ce qui concerne les Etats Baltes, ont été adressés d'une part personnellement par les Ministres d'Estonie, de Lettonie

et de Lituanie accrédités à Washington au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Dean G. Acheson, et, d'autre part, soussignés à la fois par les Représentants Diplomatiques Baltes à Washington et par les Représentants des Conseils Nationaux de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie libres aux Etats-Unis, aux Ministres des Affaires Etrangères de tous les Etats Libres, membres des Nations Unies. Nous reproduisons ici le texte complet du mémorandum général, ainsi que l'annexe et les lettres d'introduction lithuaniennes.

LETTRE DE M. P. ZADEIKIS A M. DEAN ACHESON

LEGATION DE LITHUANIE
Washington D.C.

N° 1924

Le 23 octobre 1951

A son Excellence Dean G. ACHESON,
Secrétaire d'Etat, Département d'Etat,
Washington, D. C.

Excellence,

Presque aussitôt après l'invasion soviétique de la Lituanie, le 15 juin 1940, des arrestations de citoyens lithuaniens de premier plan furent opérées, afin de priver le peuple de ses dirigeants légitimes. Ces arrestations en masse de gens innocents conduisirent à des déportations en masse vers les régions les plus reculées de l'Union Soviétique. Plus de 34.000 personnes furent arrêtées du 14 au 17 juin 1941. La brutalité de cette première vague d'arrestations et de déportations en masse provoqua l'indignation du pays et l'insurrection du 23 juin 1941, qui eut lieu avant que les premières troupes allemandes n'eussent atteint Kaunas et Vilna, les villes principales de la République. Vers la fin de l'année 1944, l'armée allemande, vaincue par les Alliés, se retirait de Lituanie, et en janvier 1945, la Lituanie tout entière était, pour la seconde fois, occupée par les Soviétiques. Cet événement eut pour effet la fuite vers l'Ouest de dizaines de milliers de citoyens lithuaniens et la reprise par les Soviétiques des déportations en masse qui continuent encore à l'heure actuelle, bien que sur une échelle réduite.

Une fois de plus, je tiens à attirer votre attention sur la situation tragique de mon pays en vous soumettant ce mémorandum, daté du 19 octobre 1951, qui traite des déportations de la population civile non seulement dans les Etats Baltes, mais aussi en Hongrie, en Pologne, en Roumanie et en Tchécoslovaquie. En vous remettant ce mémorandum, accompagné de l'annexe relative à la Lituanie, j'ai l'honneur de vous prier respectueusement d'utiliser les bons offices de votre Gouvernement pour appuyer les conclusions de ce mémorandum lors de sa présentation à la session de l'Assemblée Générale des Nations Unies à Paris, au mois de novembre prochain. Nous espérons que la bienveillante considération que vous accorderez à cette demande aura pour effet de mettre en échec les méthodes génocides des Soviétiques, perpétrées contre les droits de l'homme du peuple lithuanien et contre l'esprit des principes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance renouvelée de ma plus haute considération.

P. ZADEIKIS,
Ministre de Lituanie.

LETTRE

DES REPRÉSENTANTS DIPLOMATIQUES BALTES ET DES REPRÉSENTANTS DE LA HONGRIE, DE LA POLOGNE DE LA ROUMANIE ET DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE LIBRES *aux ministres des affaires étrangères des pays libres membres de l'O. N. U.*

Excellence,

Les représentants diplomatiques de l'Estonie, de la Lithuanie et de la Lettonie à Washington, D. C., ainsi que les représentants des Comités Nationaux aux Etats-Unis pour la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie Libres, ont l'honneur de soumettre à votre bienveillante attention un mémorandum relatif aux déportations massives de populations civiles dans leurs pays respectifs.

En vous soumettant ce mémorandum, ainsi que les annexes individuelles exposant les conditions particulières à chaque pays, les représentants soussignés prient votre Gouvernement de bien vouloir recommander à son représentant aux Nations Unies d'appuyer les conclusions du mémorandum, comme étant en accord avec l'esprit et les principes fondamentaux de cette organisation.

Veuillez agréer, Excellence...

J. KAIIV,
Chargé d'affaires d'Estonie.

Dr Béla FABIAN,
Membre du Conseil National Hongrois.

Jules FELDMANS,
*Ministre Plénipotentiaire,
Chargé d'Affaires de Lettonie à Washington.*

P. ZADEIKIS,
Ministre de Lithuanie aux Etats-Unis.

Stefan KORBONSKI,
*Président du Comité Exécutif
du Conseil Politique Polonais aux Etats-Unis.*

Const. VISOIANU,
*Président du Comité National Roumain,
Ancien Ministre des Affaires Etrangères.*

Dr Adolf PROCHAZKA,
*Ancien membre du Gouvernement Tchécoslovaque
et membre actif
du Conseil de Tchécoslovaquie Libre.*

MEMORANDUM COMMUN

Les représentants diplomatiques de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lithuanie à Washington ainsi que les représentants des Conseils Nationaux aux Etats-Unis de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie libres ont l'honneur de présenter des mémorandums séparés concernant les déportations récentes et actuelles effectuées par les Autorités d'occupation soviétiques ou par les gouvernements communistes installés dans leurs pays respectifs. Ces mémorandums se complètent, ils contiennent des descriptions, des chiffres, des documents et des témoignages authentiques ; ils montrent la conduite inhumaine, jusqu'ici inconnue dans l'histoire, des Autorités de l'Etat envers des gens innocents, n'ayant même pas contrevenu aux lois du régime communiste qui les opprime.

La déportation est l'une des méthodes par lesquelles le régime communiste combat ses adversaires éventuels. La tactique des déportations varie selon le pays, mais le but final est toujours le même : la destruction des hommes

et de leurs familles, considérés par les autorités communistes comme ne pouvant pas se rallier au régime communiste, ou qui, dans certaines circonstances, pourraient devenir ses adversaires déclarés. Etant donné que dans les pays énumérés, seuls les communistes, représentant une petite fraction de la population, sont disposés favorablement envers ce régime, la grande majorité de la population est sujette à être déportée.

Partout où le régime communiste prend le pouvoir, les personnes ayant joué un rôle politique dans le pays deviennent les premières victimes de la déportation. Avec le temps, la cadence des déportations s'est accélérée et s'est étendue à différentes classes et catégories de la population : les intellectuels, la classe moyenne, les fermiers et en général tous ceux qui possèdent quelque bien.

Cette pratique inhumaine a été introduite d'abord en Pologne en 1939-40, puis dans les Etats Baltes en 1940-41, interrompue par la guerre contre l'Allemagne et l'expulsion des Russes de ces pays. Quand les armées russes réoccupèrent les Etats Baltes, les déportations recommencèrent, même sur une plus large échelle.

En Estonie, selon des données vérifiées, environ 60.000 personnes furent déportées vers l'Union Soviétique en 1940-41. Environ 2.000 hommes et femmes furent exécutés sur place. Parmi les déportés, 9.229 étaient des enfants ou des mineurs au-dessous de 20 ans. En 1949, le nombre de déportés dépassait de beaucoup celui de la déportation en masse de 1941.

En Lettonie, durant la première occupation, en 1940-41, 37.500 personnes ont été déportées. Le total des déportations, après la réoccupation russe du pays en 1944, dépasse de loin 100.000 personnes.

En Lithuanie, le nombre de Lithuaniens déportés durant la première occupation soviétique est de 34.260, et, de 1944 jusqu'à présent, environ 15 % de la population totale de la Lithuanie.

En Hongrie, les déportations par les Russes commencèrent en 1945, aussitôt après l'occupation du pays par l'Armée Rouge, 600.000 personnes furent déportées comme prisonniers de guerre, y compris des civils, hommes, femmes et enfants. Environ 300.000 de ces derniers rentrèrent ensuite au pays.

70.000 Hongrois furent déportés vers la Russie entre juillet 1950 et mai 1951. Durant la période du 15 mai au 1^{er} août 1951, environ 80.000 personnes ont été déportées de Budapest et d'autres villes vers l'est du pays. De nouveaux plans de déportations de la classe moyenne tout entière viennent d'être élaborés par les communistes.

En Pologne, le nombre de victimes durant 1940 et les premiers mois de 1941 était de 1.200.000 (déportés vers la Russie), en 1945, de 800.000 (transférés de l'est à l'ouest de la Pologne) et durant la troisième période, de 1949 à 1951, de 500.000 (déportés vers les camps de travaux forcés).

En Roumanie, les premières déportations eurent lieu en 1940, dans les provinces de Bessarabie et de Bucovine du Nord, après leur annexion à la Russie Soviétique. Actuellement, une déportation en masse, touchant quelque 20 % de la population des régions sud-ouest, est en voie d'exécution. D'après les informations reçues, le recensement effectué récemment à Bucarest et dans quelques autres grands villes du pays, est le précurseur de déportations futures, sur une grande échelle, de certaines catégories de la population.

En Tchécoslovaquie, les premières déportations commencèrent en 1945, après que l'Armée Rouge eût libéré, ou plutôt occupé, la Slovaquie de l'Est. Selon des estimations très modestes, le nombre de ces déportés vers la Russie, en 1945, était d'au moins 20.000. Après le coup d'état communiste, en février 1948, une déportation de grande envergure fut organisée vers les camps de travail et une évacuation plus importante eut lieu de Prague et d'autres villes vers d'autres lieux de travail. Le nombre de citoyens tchécoslovaques touchés par les déportations soviétiques ou communistes tchécoslovaques vers différentes régions du pays (y compris les camps de travaux forcés) ou vers l'Union Soviétique, est de 600.000 environ, au moins.

Ces déportations sont exécutées de la manière la plus brutale. Les victimes sont généralement réveillées au milieu de la nuit, sans aucun avis préalable. On ne leur donne que le temps de s'habiller pour partir et on ne leur permet d'emporter avec eux que les objets les plus nécessaires. Les femmes sont séparées de leurs maris et les enfants de leurs parents. Aucun acte d'accusation ou mandat d'arrêt ne leur est présenté, la déportation étant exécutée comme une simple mesure policière.

Pour des raisons évidentes, les détails techniques de telles opérations sont généralement très mal organisés. En conséquence, les victimes doivent endurer de grandes souffrances durant les phases de la déportation. Pendant les longs trajets dans les trains, normalement dans des wagons à bestiaux, les déportés souffrent de la soif, de la faim et des rigueurs du temps. Ils y sont très à l'étroit et dans les conditions sanitaires les plus rudimentaires. Durant le voyage, les gardes leur volent ce qu'on leur a permis d'emporter. Les malades et les vieillards meurent en route. Le voyage se termine généralement dans un des innombrables camps d'esclavage, création de l'Union Soviétique et des pays satellites. Là, mal logés, insuffisamment habillés et nourris, les détenus sont soumis à un très dur travail et à un régime excessivement sévère. Les conditions particulièrement inhumaines qui sévissent dans les camps de travail, en Sibérie par exemple, ont pour conséquence une mortalité extrêmement élevée. Des informations dignes de foi montrent que durant les huit premiers mois de 1941-42, dans un camp soviétique, environ 70 % des détenus sont morts de froid, de faim, de maladie et d'épuisement. Les conditions dans les camps de travail des autres pays communistes ne sont guère meilleures.

Tous ces faits, décrits avec plus de détails dans les mémorandums séparés ci-joints, démontrent indubitablement que les déportations communistes se font d'après les mêmes principes, selon lesquels fonctionnaient les

camps d'extermination de triste mémoire des nazis du Troisième Reich. Le but est le même: la destruction délibérée de la vie humaine. On peut dire que le système communiste est encore plus cruel, car les victimes, vouées à une mort certaine, sont soumises à une agonie prolongée, à la torture et aux humiliations et sont astreintes à donner leurs dernières forces pour l'exécution de quelques projets de construction ou autres travaux entrepris par le gouvernement.

Ces crimes contre l'humanité sont commis par les Autorités d'Etat de la Russie Soviétique et des régimes imposés aux pays dominés par les communistes.

L'Union Soviétique est l'un des fondateurs de l'Organisation des Nations Unies. Elle est signataire de la Déclaration des Droits de l'Homme ainsi que de la Charte des Nations Unies. L'Union Soviétique participe à des conférences internationales où ses délégués défendent hypocritement les idées humanitaires et accusent les autres pays et gouvernements de renier les droits et la dignité humaines. Ce faisant, ils cherchent à jeter la confusion et à détruire les principes sur lesquels est basée la civilisation occidentale.

En conséquence, les représentants diplomatiques de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lithuanie à Washington ainsi que les représentants des Conseils Nationaux aux Etats-Unis de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie libres font appel aux représentants des Etats libres des Nations Unies, en les priant :

- 1) De considérer la question des déportations comme concernant les membres des Nations Unies ;
- 2) D'inciter les gouvernements pratiquant les déportations à cesser cette action ;
- 3) D'exprimer leurs vues condamnant ces déportations comme étant en contradiction avec les principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration des Droits de l'Homme.

Washington, D.C., le 19 octobre 1951.

MEMORANDUM ANNEXE CONCERNANT LA LITHUANIE

(Lithuanie : 65.197 km² - 3.238.000 habitants)

Mesures prises par les Soviets pour anéantir une nation asservie physiquement et moralement

I. — CONSIDERATIONS JURIDIQUES

Lorsqu'éclata la deuxième guerre mondiale, la Lithuanie était un Etat démocratique indépendant. Les relations entre la Lithuanie et l'U.R.S.S. étaient basées, d'une part, sur trois traités bilatéraux :

- 1) Le Traité de Paix du 12 juillet 1920, conclu à Moscou ;
 - 2) Le Traité de Non-Agression, également signé à Moscou, le 28 septembre 1926 ;
 - 3) La Convention sur la Définition de l'Agresseur, signée le 5 juillet 1933 à Londres ;
- et, d'autre part, sur les droits et obligations résultant du fait que, premièrement, la Lithuanie et l'U.R.S.S. avaient adhéré au Pacte de Paris (Pacte Briand-Kellog) en 1928, et, en second lieu, que les deux Etats étaient membres de la S.D.N.

En vertu de ces traités, l'U.R.S.S. et la Lithuanie prenaient l'engagement réciproque — entre autres — de s'abstenir de tout acte d'agression, quel qu'il soit, d'une partie contre l'autre, et de soumettre les différends éventuels à la Commission de Conciliation, au cas où ils ne pourraient pas être réglés par voie diplomatique (art. 3 et 4 du Traité de Non-Agression).

Les deux Etats s'accordaient à reconnaître comme agresseur dans un conflit l'Etat qui, le premier, aurait commis l'un des actes suivants :

- 1) Déclaration de guerre à l'autre Partie ;

2) Invasion par des forces armées, même sans déclaration de guerre, du territoire de l'autre Etat, etc... (art. 2 de la Convention pour la Définition de l'Agresseur).

Aucune considération d'ordre politique, militaire, économique ou autre, ne pourra servir d'excuse ou de justification à l'agression prévue par l'art. 2 (art. 3 de la Convention).

Et, à titre d'exemple, les Parties ont convenu qu' « aucun acte d'agression... ne pourra, entre autres, être justifié par l'une des circonstances suivantes :

a) La situation intérieure d'un Etat, par exemple sa structure politique, économique et sociale ; les défauts allégués de son administration, etc... ;

b) Le comportement d'un Etat sur le plan international, par exemple la violation ou le danger de violation des droits ou des intérêts matériels ou moraux d'un Etat étranger ou de ses ressortissants ; la rupture des relations diplomatiques ou économiques, etc... » ;

(Art. 2 de l'Annexe à la Convention sur la Définition de l'Agresseur.)

De plus, l'art. 10 du Pacte de la S.D.N. oblige ses membres au respect de leur souveraineté et de leur indépendance ainsi qu'à l'inviolabilité et à l'intégrité de leurs territoires respectifs.

Le 1^{er} septembre, la Lithuanie proclama sa neutralité dans le conflit qui venait d'éclater entre l'Allemagne et la Pologne, et, le 10 octobre 1939, sous la pression des circonstances, elle conclut avec l'U.R.S.S. le Traité d'Assistance Mutuelle dont le Préambule réaffirme, une fois de plus, les principes du respect de l'indépendance et de non-ingérence dans les affaires intérieures et rappelle le Traité de Paix de 1920, ainsi que le Pacte de Non-Agression de 1926, prévoyant une solution pacifique des conflits.

L'infâme tractation du 23 août 1939 entre Molotov et Ribbentrop, complétée par l'accord secret germano-soviétique du 28 septembre 1939, et l'occupation de la Lithuanie qui en résulta, le 15 juin 1940, par les forces armées soviétiques, étaient un acte d'agression non provoquée, perpétré en vue des visées politiques de l'U.R.S.S., et une violation flagrante de tous les traités bilatéraux et internationaux et des conventions liant les deux Etats. Par cette agression, le Gouvernement Soviétique commettait un crime international, et, de ce fait, l'entière responsabilité repose sur l'Union Soviétique, l'obligeant à rétablir le droit violé et à réparer les dommages causés.

L'incorporation, unilatérale et forcée, de la Lithuanie à l'Union Soviétique ayant eu lieu dans des conditions illégales et n'ayant conféré à cette dernière aucun droit, la situation qui existait avant l'occupation et la prétendue incorporation demeure en vigueur, et le statut juridique de la Lithuanie est le même que celui dont elle jouissait avant l'occupation. La Lithuanie reste membre de la communauté internationale et, à ce titre, elle a des droits et des obligations. Tous les traités conclus par la Lithuanie avec d'autres Etats demeurent en vigueur et lient les deux parties. Les lois lithuaniennes demeurent en vigueur et les tribunaux — au cas où l'une ou les deux Parties sont des citoyens lithuaniens — appliquent, conformément aux règles du droit international privé, les lois lithuaniennes. Les représentants diplomatiques et consulaires lithuaniens accrédités auprès de gouvernements étrangers continuent à être en fonctions, et assument la défense des droits et des intérêts de la Lithuanie et de ses ressortissants.

Seulement, l'exercice des droits souverains de la Lithuanie est provisoirement suspendu, par le fait de l'occupation militaire (*occupatio bellica*). Partout où ne s'exerce pas l'ascendant par la force, les autorités lithuaniennes exercent légalement ces droits.

Tous les Etats, à l'exception de ceux qui ont adhéré à l'Axe et de ceux qui se trouvent dans la sphère d'influence soviétique, ont refusé de reconnaître la légalité de l'autorité soviétique en Lithuanie.

Ainsi, l'Union Soviétique est un occupant illégal de l'Etat Lithuanien et un usurpateur des droits inaliénables du peuple lithuanien. Aussi longtemps que se prolongera cette situation, le Gouvernement de l'Union Soviétique sera lié par le droit des gens qui dicte les droits et les devoirs d'un Etat occupant.

Des actes tels que :

- a) La soviétisation imposée du pays ;
- b) L'extension de la législation de l'Union Soviétique au territoire de l'Etat Lithuanien ;
- c) La loi électorale soviétique et la pression exercée sur la population du pays occupé pour prendre part aux élections des organismes constitutionnels de Russie Soviétique ;
- d) L'incorporation forcée de la jeunesse lithuanienne dans les forces armées de l'U.R.S.S. ;
- e) La spoliation du pays et de la population au bénéfice de l'Etat Russe ;
- f) La russification imposée à la jeune génération ;
- g) L'anéantissement physique de la nation asservie au moyen de la torture, du crime et de déportations en masse vers la Sibérie et les régions arctiques de l'Union Soviétique ;

tous ces faits constituent une constante et flagrante contravention à ce droit.

En signant la Charte des Nations Unies, et, plus tard, en adhérant à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme — la Convention sur la Prévention et la Punition du crime de génocide a également été signée par

le Gouvernement Soviétique, mais non encore ratifiée — le Gouvernement de l'Union Soviétique a assumé des engagements précis concernant ses ressortissants, en particulier :

- a) Le droit de tout individu à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne (art. 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme) ;
- b) Le droit de tout individu à un traitement humain (art. 5) ;
- c) Le droit de tout individu lui permettant, en cas d'arrestation ou de jugement, de se défendre au cours d'un procès public (art. 11, 1) ;
- d) Le principe selon lequel nul ne peut être condamné pour des actes qui, au moment où ils ont été commis, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international (art. 11, II) ;
- e) Le droit de tout individu de choisir librement sa résidence à l'intérieur d'un Etat (art. 13, I) ;
Son droit de revenir dans son propre pays (art. 13, II) ;
- f) Le droit de fonder librement une famille (art. 16) ;
- g) Le droit de pratiquer ouvertement sa religion (art. 18).

A fortiori, et implicitement, le Gouvernement de l'Union Soviétique est tenu d'accorder et de respecter ces droits et ces libertés fondamentales, en ce qui concerne les citoyens de l'Etat Lithuanien occupé.

II. — SITUATION REELLE EN LITHUANIE OCCUPEE

A. — Infraction aux dispositions de la Charte des Nations Unies et au droit des gens en général.

L'agression préméditée contre la Lithuanie et les deux autres Etats Baltes a été perpétrée par le Gouvernement de l'U.R.S.S., au moment où l'équilibre politique et militaire de l'Europe chancelait, la France ayant été vaincue et Paris occupé par les divisions blindées de Hitler. Ces circonstances ont permis aux dirigeants du Kremlin, non seulement d'envahir les Etats Baltes, mais de monter la mise en scène de leur incorporation dans l'Union Soviétique. *La soviétisation suivit. Soviétisation ou colonisation soviétique signifient*, d'une part, l'asservissement des hommes et leur transformation en hommes de la masse soviétique au moyen de :

- a) La spoliation et l'anéantissement de toutes les classes cultivées et relativement aisées de la nation ;
- b) Le mépris de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- c) La destruction des familles ;
- d) La rupture des traditions nationales ;
- e) L'endoctrinement des plus jeunes générations ;
- f) Le déracinement du peuple

et, d'autre part, l'exploitation impitoyable des ressources économiques du pays occupé et de sa main-d'œuvre au bénéfice de l'Etat Russe et de son programme d'armement.

Le Gouvernement des Soviets, en Lithuanie asservie n'est qu'un défi de tous les principes du droit des gens, des dispositions de la Charte des Nations Unies, et des principes établis de la morale internationale.

B. — Crimes soviétiques contre l'humanité. — Crime de génocide.

1. - MASSACRES COLLECTIFS

Les arrestations, déportations et liquidations *individuelles* de Lithuaniens ont commencé dès le début de l'occupation soviétique. Mais il convient de rappeler les *massacres en masse* de Lithuaniens par le N.K.V.D., le N.K.G.B. et le M.G.B.

22-27 juin 1941. — Au cours de leur fuite de Lithuanie, les agents du N.K.V.D. :

- a) Ont exécuté une partie des prisonniers politiques détenus dans les prisons de Vilna, de Kaunas et d'autres villes de province ; un certain nombre a été emmené en Russie ; sur 12.000 prisonniers, environ 500 seulement ont été libérés après la retraite de l'Armée Soviétique ;
- b) Ont exécuté tous les prisonniers, ainsi que leurs gardiens, et leurs familles, dans le camp de concentration de Praveniskès (près de Kaunas) — au total 412 personnes ;
- c) Dans la forêt de Rainiai (près de Telsiai, en Lithuanie septentrionale), 76 personnes, parmi lesquelles des prêtres, des magistrats, des avocats, des médecins, et même des lycéens, ont été massacrées après avoir subi les tortures les plus inhumaines ;
- d) Des centaines de Lithuaniens, de diverses prisons, mais en particulier de Vilna, ont été contraints de suivre en Russie l'Armée Soviétique dans sa retraite. A Minsk (Biélorussie), près de 4.000 Polonais et Blancs-Russiens venant des prisons de Pologne et de Biélorussie ont rejoint les Lithuaniens. Entre Minsk et Mohilev, dans la forêt

de Tscherven, pendant la nuit du 26 au 27 juin, les agents du N.K.V.D. ont ouvert sur eux le feu de leurs mitrailleuses. C'est au cours de ce massacre collectif qu'ont péri, entre autres, le diplomate et Président du Conseil bien connu, K. Bizauskas, les anciens ministres de l'Intérieur et de la Défense Nationale, S. Rusteika, J. Caplikas et B. Giedraitis. Quelques rares survivants ont échappé à cette marche à la mort.

Du mois d'août au mois de décembre 1944. — Lorsque l'Armée Soviétique envahit la Lithuanie pour la seconde fois, l'Administration Soviétique et le M.G.B., de retour à Vilna, venant de Moscou, désignèrent comme leurs premières victimes les membres du soulèvement de juin 1941 contre les occupants soviétiques, leurs familles, leurs amis, de même que tous ceux qui étaient accusés de n'avoir pas porté un secours suffisant aux partisans soviétiques parachutés en Lithuanie. Dans cette courte période, environ 30.000 Lithuaniens furent exécutés, beaucoup d'autres déportés. Les fermes, dont les propriétaires avaient été exécutés, furent brûlées jusqu'au sol.

Au cours des étés de 1945 et de 1946, environ 20.000 francs-tireurs lithuaniens furent exécutés par le M.G.B.

2. - DEPORTATIONS EN MASSE

A. — DOCUMENTS.

Un soulèvement général spontané du peuple lithuanien contre l'oppresseur communiste eut lieu en Lithuanie, le 23 juin 1941, à la suite de l'ouverture des hostilités entre l'Allemagne et l'Union Soviétique. Les villes principales furent libérées des garnisons russes, et la restauration de l'indépendance de la Lithuanie fut proclamée. En certains endroits, l'Administration Soviétique fut si brusquement débordée que les agents du N.K.V.D. et du N.K.G.B. eux-mêmes durent s'enfuir sans pouvoir emporter ou détruire leurs archives. C'est ainsi qu'un certain nombre de dossiers strictement secrets du N.K.V.D. tombèrent aux mains des insurgés lithuaniens à Kaunas, Siauliai, Alytus, et ailleurs encore.

Ces documents, portant parfois l'en-tête du quartier général *moscovite* de ces institutions néfastes, révélaient le mécanisme intérieur des forces du N.K.V.D.-N.K.G.B. pour maintenir le parti communiste au pouvoir et étendre le contrôle russe à des régions non russes. Voici quelques-uns de ces documents relatifs aux déportations en masse de Lithuanie :

1) *Ordre n° 0054 du 8 novembre 1940, du chef de l'N.K.V.D. pour la Lithuanie, Guzevicius, de dresser la liste de tous les « ennemis du peuple, y compris tous les non-communistes et étrangers ».*

Ce document fait allusion, à deux reprises, à l'ordre n° 001223 du N.K.V.D. de l'U.R.S.S., datant du 11 octobre 1939. C'est la preuve que le quartier général *moscovite* du N.K.V.D. avait donné des ordres au sujet des préparatifs pour une liquidation en masse des *éléments anti-soviétiques et anti-sociaux* des Etats Baltes à une époque où la Lithuanie, la Lettonie et l'Estonie étaient indépendantes, mais peu après la signature du second accord secret Ribbentrop-Molotov qui décidait du sort de la Lithuanie.

Voici un extrait de ce document :

Devra être porté sur les listes alphabétiques tout individu qui, par son passé, social ou politique, son chauvinisme national, ses convictions religieuses, son instabilité politique ou morale, est opposé au régime socialiste, et, de ce fait, est susceptible d'être utilisé par les services d'espionnage de nations étrangères et par les centres contre-révolutionnaires dans des buts anti-soviétiques.

Sont compris parmi ces éléments :

a) *Tous les anciens membres des partis, organisations et groupements anti-soviétiques : trotskistes, socialistes révolutionnaires, mencheviks, sociaux-démocrates, anarchistes et autres ;*

b) *Tous les anciens membres des partis, organisations ou groupements nationalistes-chauvinistes : nationaux « Jeunes Lithuaniens » (1) ; partisans de Voldemaras, populistes, chrétiens-démocrates, membres de l'organisation « Gelezinis Vilkas » (2) ; membres actifs des corporations d'étudiants, membres actifs des francs-tireurs « Sauliu Safunga » (3) ; membres de l'organisation catholique terroriste « Baltas Zirgas » (4) ;*

c) *Les anciens agents de police, gendarmes, fonctionnaires de la police politique et criminelle et des prisons ;*

d) *Les anciens officiers des armées du Tzar, de Petliura et des autres armées ;*

e) *Les anciens officiers et membres des tribunaux militaires des armées lithuaniennes et polonaises ;*

f) *Les anciens délinquants politiques et les volontaires des armées blanches et autres ;*

g) *Les personnes éliminées du Parti Communiste et des « Jeunesses Communistes » pour délit contre le Parti ;*

(1) Union des Jeunesses nationales des campagnes.

(2) « Loup de fer » : Organisation des partisans du prof. Voldemaras, dissoute depuis 1929.

(3) Union des Francs-Tireurs.

(4) « Cheval Blanc » : Organisation inexistante dont le nom fut lancé et propagé par quelques étudiants turbulents

- h) Tous les déserteurs, émigrés ou réémigrés politiques, rapatriés et contrebandiers ;
- i) Tous les ressortissants étrangers, représentants de firmes étrangères, fonctionnaires des Institutions d'Etats étrangers, anciens ressortissants des Etats étrangers, anciens employés des Légations étrangères, des firmes, concessions ou sociétés par actions étrangères ;
- j) Les personnes en relations personnelles ou en correspondance avec l'étranger, avec les Légations et Consu-
lats étrangers, les espérantistes et les philatélistes ;
- k) Les anciens fonctionnaires des Ministères (du simple rédacteur au fonctionnaire du plus haut grade) ;
- l) Les anciens collaborateurs de la Croix-Rouge et les réfugiés polonais ;
- m) Les desservants des Communautés religieuses (prêtres, pasteurs, popes), les membres actifs de diverses
sectes ;
- n) Les anciens nobles, propriétaires terriens, propriétaires de magasins, grossistes, banquiers, commerçants
(employant des salariés), propriétaires des hôtels et restaurants.

2) Document Serov. Strictement confidentiel. Instructions concernant l'organisation de la déportation des éléments anti-soviétiques de Lithuanie, Lettonie et Estonie.

Le « document Serov » est l'ordre le plus important, fondamental, relatif à la déportation concernant les Pays Baltes occupés. Serov, notons-le, n'était pas un fonctionnaire de second ordre, opérant en pays occupé. Il était délégué du commissaire du peuple à l'Intérieur, de l'Union Soviétique. Les instructions Serov sont divisées en plu-
sieurs chapitres :

1. Généralités ;
2. Comment donner les instructions ;
3. Comment se procurer les documents ;
4. Comment exécuter les déportations ;
5. Comment séparer les déportés de leur famille ;
6. Comment escorter les déportés ;
7. Comment charger les convois.

C'est un imprimé soigneusement composé.

Voici deux extraits de ce document, tristement fameux :

1. GENERALITES

La déportation des éléments anti-soviétiques des Pays Baltes est une tâche de grande importance politique. Le succès de l'opération dépend de la compétence dont témoignent les « trios d'opérations » et les états-majors exécutifs du pays dans l'élaboration minutieuse du plan d'exécution des opérations et dans la prévision de tous les facteurs indispensables. Toutefois, la première condition est que les opérations s'effectuent sans bruit ni panique, afin d'éviter toutes démonstrations et autres manifestations non seulement de la part des déportés eux-mêmes mais aussi d'une certaine partie de la population des alentours inamicalement disposée envers l'Administration des Soviats.

5. COMMENT SEPARER LES DEPORTES DE LEURS FAMILLES.

Considérant le fait qu'un grand nombre des déportés doivent être arrêtés et répartis dans des camps spéciaux, et leurs familles installées dans des localités désignées, de régions éloignées, il est nécessaire d'exécuter l'opération de déportation des membres de la famille comme de celle du déporté lui-même, simultanément, sans les informer au préalable de la séparation qui les attend. Après avoir perquisitionné au domicile du déporté et rédigé les pièces d'identité nécessaires, l'agent administratif établira les papiers du chef de famille et les mettra dans son dossier personnel, mais ceux qui ont été établis pour les membres de sa famille devront être placés dans le dossier personnel de la famille du déporté.

Toute la famille sera cependant dirigée dans la même voiture jusqu'à la gare et c'est là seulement que le chef de famille sera séparé de sa famille et installé dans un wagon spécialement réservé aux chefs de famille.

Au cours du rassemblement de la famille, au domicile du déporté, le chef de famille devra être averti d'avoir à emballer les effets personnels masculins dans une valise à part, sous prétexte d'une inspection sanitaire des hommes faite séparément de celle des femmes et des enfants.

Le Délégué du Commissaire du Peuple
pour la Sécurité de l'Etat de l'U.R.S.S.
Commissaire de 3^e Rang
pour la Sécurité de l'Etat :
Signé : SEROV.

Le 21 janvier 1941,
Place Djerjinski, 2,
Moscou.

3) Strictement confidentiel. Ordre du Commissaire du Peuple à la Sécurité de l'Etat de la R.S.S.L. pour l'année 1941.

OBJET : Organisation des recensements en cours dans les branches locales du N.K.G.B., n° 0023 du 23 avril 1941.

Une tâche de combat a été assignée aux unités du N.K.G.B. de Lithuanie par le Parti et le Gouvernement : épurer la Lithuanie soviétique des éléments contre-révolutionnaires et hostiles.

Nous serons capables de réaliser avec succès et rapidité cet important objectif politique seulement si le recensement en cours est bien organisé.

L'existence d'un large contingent de personnes, sujettes au recensement en cours sous l'ordre n° 0011223 du N.K.V.D. de l'U.R.S.S., en date du 11 octobre 1939, sans égards pour les données concrètes concernant leurs activités anti-soviétiques, oblige actuellement le N.K.G.B. de la R.S.S.L. en raison de l'activité de l'élément contre-révolutionnaire sur le territoire de la R.S.S.L., de signaler séparément dans son travail de recensement et d'épuration des éléments contre-révolutionnaires et hostiles, les catégories d'individus particulièrement dangereux dont la liste doit être dressée par priorité et dans le plus bref délai possible.

Le Commissaire du Peuple à la Sécurité de l'Etat
de Lithuanie Soviétique,
Commandant des Forces de Sécurité de l'Etat :
Signé : GLADKOV.

4) Strictement secret. Ordre du Commissaire du Peuple à la Sécurité de l'Etat de Lithuanie Soviétique. Année 1941.
Contenu :

Sur les préparatifs de l'opération.
N° 0037 23 mai 1941, Kaunas.

Exécutant les instructions du Commissaire du Peuple à la Sécurité de l'Etat de l'U.R.S.S., le Commissaire de 3^e rang à la Sécurité de l'Etat, le camarade Merculov en date du 19 mai 1941, n° 77.

J'ordonne :

I. — Pour diriger, préparer et mettre à exécution l'opération d'épuration de la Lithuanie soviétique des éléments anti-soviétiques hostiles et criminels et socialement dangereux, de créer au N.K.G.B. de Lithuanie soviétique un état-major d'opérations composé comme suit :

1) Le délégué du Narkom (du Commissariat du Peuple) à la Sécurité de l'Etat de Lithuanie Soviétique, Commandant de la Sécurité de l'Etat, le camarade Bykov (pour diriger) ;

2) Le Délégué-Chef du S.P.O. (Département politique secret) du N.K.G.B. de la R.S.S.L., Lieutenant de la Sécurité de l'Etat, le camarade Kholevo.

VI. — Des « trios d'opérations » doivent donner un compte rendu quotidien à l'Etat-Major sur le nombre des personnes susceptibles d'être éliminées, repérées et recensées au cours des précédentes 24 heures, en adressant au N.K.G.B. un mémoire spécial contenant leurs rapports en double exemplaire.

VII. — Des « trios d'opérations » ont l'ordre, par la présente, de se constituer aux O.D.T.O. (Sections du département des Communications routières) du N.K.G.B. de Lithuanie Soviétique, au moyen du personnel suivant :

1. - KAUNAS

1. Le chef de l'O.D.T.O., le Lieutenant de la Sécurité de l'Etat, le camarade Savchenko.
2. Le « chargé d'opération » en chef, sous-lieutenant de la Sécurité de l'Etat, le camarade Gaponenko.
3. Le chef de région de la Milice du Chemin de fer, le camarade Dubov.

2. - VILNA

1. Le Chef de l'O.D.T.O., Lieutenant de la Sécurité de l'Etat, le camarade Ivanov.
2. Le « chargé d'opérations » en chef, sous-lieutenant de la Sécurité de l'Etat, le camarade Pugach.
3. Le chef de région de la Milice du Chemin de fer, le camarade Mazurov.

3. - SIAULIAI

1. Le chef de l'O.D.T.O., sous-lieutenant de la Sécurité de l'Etat, le camarade Mikhlik.
2. Le « chargé d'opérations » en chef, le camarade Chillov.
3. Le chef de région de la Milice du Chemin de fer, le camarade Mozgovoy.

VIII. — Le personnel d'opérations nécessaire devra être mis à la disposition de l'Etat-Major d'opérations et des « trios ». Le Délégué du Commissaire du Peuple à la Sécurité de l'Etat de Lithuanie Soviétique (R.S.S.L.), Com-

mandant de la Sécurité de l'Etat, le camarade Bykov, devra préparer, avec la participation du N.K.V.D. un plan de conduite de l'opération, soumis à mon approbation. Considérant cette tâche comme d'importance exceptionnelle, j'ordonne aux chefs des sections d'opérations du N.K.G.B., aux chefs de section et de districts et de région, de mobiliser la totalité du personnel d'opérations pour assurer le succès de cet objectif dans le plus bref délai.

Le Narkomvnutryel (Commissaire du Peuple à l'Intérieur), le camarade Guzevicius, est chargé de prescrire aux organismes locaux de la milice de collaborer avec les organismes du N.K.G.B. pour la conduite de l'opération (identification, etc.).

Commissaire du Peuple à la Sécurité de l'Etat de la R.S.S.L.

Commandant en Chef de la Sécurité de l'Etat :

GLADKOV.

5) Strictement secret (au crayon). A. Popov KRO. Enumération des mesures à prendre avant l'exécution de l'opération en préparation (pour le chef de section du district).

1. Passer rapidement en revue tous les cas et éliminer ceux qui, d'après les éléments d'accusation dignes de foi, ne relèvent pas de l'opération.

2. Procéder à l'identification de toutes les personnes recensées à leur lieu de résidence, sous prétexte d'une prochaine distribution de passeports, de l'inspection sanitaire des locaux, de réparation du téléphone, etc....

3. Etudier à fond l'instruction relative à la conduite de l'opération, que le délégué du Narkom, le camarade Sérov doit confirmer, et conformément à cette instruction, le chef de section du district sera chargé de donner les ordres au personnel d'opérations mis à sa disposition.

4. Après vérification des cas recensés, faire le compte des familles et des individus, évaluer le nombre d'agents nécessaires à l'opération ; à cette occasion, prendre, à la section du district, le personnel nécessaire disponible ;

5. Préparer le logement du personnel d'opérations ; organiser son ravitaillement et l'avertir de l'interdiction de sortir dans la ville, de crainte d'alerter le contingent à déporter ;

6. Préparer du papier et des crayons, pour ceux qui prennent part à l'opération. Préparer une réserve d'armes et de munitions de combat pour le cas où les collaborateurs de l'opération arriveraient non armés.

7. Désigner à l'avance, parmi les membres actifs du Soviet local, les personnes qui devront être détachées pour l'opération, mais n'avertir personne de l'opération prévue ;

8. Sur la carte de la zone qui vous est réservée, indiquer le nombre de personnes visées par l'opération aux points habités. Procéder pratiquement ainsi : sous le nom de lieu marquer dans un cercle le nombre des familles par un chiffre, le nombre des membres de ces familles par un signe ; sur le même plan marquer le trajet suivi par les déportés vers la gare d'embarquement. De plus, prendre garde que le déplacement d'une colonne transportée en voiture à cheval n'exécède pas 25 kilomètres.

Il est particulièrement recommandé de diriger les déportés vers les grandes routes pavées où des transports motorisés les conduiront vers les gares.

9. Etablir un plan de chargement à la gare et indiquer dans la demande de réquisition le nombre de wagons requis, à raison d'un minimum de 25 personnes par wagon.

La veille de l'opération, après la remise des instructions, choisir les listes de recensement à distribuer au personnel d'opérations. Avoir à l'esprit que les fiches personnelles concernant les déportés et les fiches personnelles concernant les prisonniers seront incluses dans le même dossier jusqu'au dernier moment, lors de la constitution du convoi ; avant de les charger dans les voitures, les fiches personnelles concernant les chefs de familles seront remises au commandant du convoi, les fiches personnelles concernant les membres de la famille sont remises au commandant de l'autre convoi (consulter l'instruction, partie 5).

Le Délégué du Commissaire du Peuple

à la Sécurité de l'Etat de l'U.R.S.S.,

Commissaire à la Sécurité de l'Etat de 3^e rang :

Signé : SEROV.

Le 4 juin 1941.

Certifié exact, le chargé d'opérations adjoint du Secrétariat pour la codification.

Signé : SEMYOKHYNA.

6) Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Strictement secret.

Commissariat du Peuple à la Sécurité de l'Etat.

31 V (Mai) 1941.

N° 4/4/91 74.

Moscou, Place Djerjinski, 2.

Au Narkom de la Sécurité de l'Etat de la Lithuanie Soviétique, Commandant en chef des Forces de la Sécurité de l'Etat, Camarade Gladkov. Kaunas.

Après avoir pris connaissance personnellement de votre rapport spécial n° 1/933 du 10 mai 1941 relatif aux

manifestations anti-soviétiques des dirigeants des Anciens Tautininkai (nationalistes), Chaulistes (Gardes Nationaux), de la police et des koulaks, provoquées par la mise à exécution des mesures relatives à des livraisons obligatoires de céréales à l'Etat, le Commissariat du Peuple à la Sécurité de l'Etat de l'Union Soviétique — le camarade Merculov — a ordonné :

De préparer en vue de leur déportation vers des lieux éloignés de l'Union Soviétique les personnes à tendances anti-soviétiques qui mènent une active agitation contre-révolutionnaire.

Communiqué en vue d'exécution.

Le Délégué-Chef du Bureau 3 du N.K.G.B. de l'U.R.S.S.
Capitaine des Forces de Sécurité de l'Etat,
(Signé): CHEMELEV.

Le Chef de la Division 4 du Bureau 3 du N.K.G.B.
de l'U.R.S.S.
Capitaine des Forces de la Sécurité de l'Etat,
(Signé): RODIONOV.

7) Ordre du Politburo. Juillet 1948, transmis par le M.G.B. Abakumov, comme ordre exécutif primitivement en code pour être exécuté par le Département IV de l'Armée du Front Septentrional.

Il était prévu pour être appliqué en novembre-décembre 1948, sur le signal d'Abakumov. Il concerne les Républiques Carelo-Finnoise et Baltes (ce document a été fourni par la résistance lithuanienne).

a) Tous les prisonniers politiques, y compris ceux qui sont arrêtés provisoirement, doivent être déportés. Les préparatifs doivent être terminés à la fin du mois d'août 1948. Le plan de déportation doit englober les familles des personnes accusées d'espionnage, de ceux qui participent au mouvement de résistance ou sont en contact avec des pays étrangers. Ceux qui reçoivent des lettres de l'étranger ou qui ont des parents dans les pays étrangers, sont considérés comme étant en contact avec les pays étrangers.

b) Le personnel local des prisons, les membres du Parti communiste exceptés, doit être déporté avec les prisonniers.

c) Les données statistiques complètes, concernant les personnes des catégories suivantes doivent être fournies avant la fin d'août 1948, par l'Administration Centrale du M.V.D. et du M.G.B. des Républiques en question :

- Anciens militaires de carrière, sous-officiers et officiers et leurs familles ;
- Anciens fonctionnaires d'Etat ;
- Anciens instituteurs, professeurs et leurs familles ;
- Prêtres et membres des communautés religieuses ;
- Ceux qui exercent des professions libérales : juristes, ingénieurs, etc...

L'attitude politique et l'occupation actuelle de ces personnes doivent être indiquées. Les données doivent être classées suivant les domiciles des personnes en question.

d) Le personnel du M.V.D. des gares des points d'évacuation de toutes les villes du pays doit être désigné le 1^{er} août 1948.

e) Les unités de réserve du M.G.B., appartenant aux chemins de fer doivent être désignées pour le service des transports et la garde des convois. Elles doivent veiller sur les « zagolzero » (dépôts de céréales), stations de réparations des autos, postes d'essence et postes d'eau.

f) Le personnel du M.G.B. des voies ferrées et du territoire devra recevoir des rations exceptionnelles de vivres et des vêtements ; un uniforme d'hiver, une paire de bottes de feutre, un imperméable du modèle de l'armée, des objets personnels du modèle de l'armée M-2 et M-3 (sacs contenant les objets personnels et le masque à gaz, des détecteurs, des pansements). Rations alimentaires supplémentaires d'hiver de 200 grammes de matières grasses avec des haricots, 150 grammes de sucre, 200 grammes de conserves de poisson, des biscuits, du tabac, une ration d'alcool pour quinze jours.

g) Armement léger supplémentaire destiné à être délivré aux « sostavy » du M.G.B. : fusil automatique 46, grenades KHIM-1, cartouches thermiques chargées de matières incendiaires, etc...

h) Ordre d'évacuation : deux régions simultanément :

- 1° la région côtière et celle de Vilna ; direction de la région côtière vers Velikije Luki, de Vilna à Minsk,
- 2° la région de l'Ouest avec Kaunas et la région du Centre avec Siauliai, dirigées simultanément vers Yaroslavl.

i) Ordres spéciaux relatifs à l'autorité devant être exercée par les Officiers en service des unités du M.G.B., dans les Républiques Baltes ; effectifs à la date où cet ordre exécutif doit entrer en vigueur :

1° Les personnes détenues depuis l'entrée en vigueur de cet ordre et accusées d'espionnage, ou de résistance aux autorités, de colportage de rumeurs et de « diversion verbale » (vrajdebnyaya kleveta : calomnie hostile), ou de tentative de fuite, ne doivent pas être évacuées. Elles relèvent de la compétence des Officiers de service du M.G.B.

sur le lieu même du crime, conformément à l'autorité supérieure dans les zones militaires, c'est-à-dire qu'elles peuvent être soit exécutées, soit remises en liberté provisoire ;

2° Les Officiers du M.G.B. sont autorisés à éliminer la population civile, soit au moyen de l'évacuation, soit de l'extermination dans les cas de conditions extraordinaires, tels que : menace de forces ennemies, mutineries, sabotage, menaces contre la sécurité des forces armées.

Les points ci-dessus de l'ordre d'exécution sont applicables dans les Républiques Baltes désignées.

Les documents secrets soviétiques sont éloquentes :

B. — LES FAITS

1. - Etendue des déportations

a) Mettant à exécution l'instruction mentionnée ci-dessus, du Délégué du Commissaire du Peuple soviétique pour la Sécurité de l'Etat, Sérov, en date du 21 janvier 1941, l'administration soviétique russe de la Lithuanie a déporté, du 14 au 21 juin, 34.260 citoyens lithuaniens. La guerre germano-russe interrompit momentanément la poursuite de l'exécution du plan soviétique ;

b) Dans la seconde moitié de l'année 1944, pour la seconde fois, l'Armée Rouge envahit la Lithuanie. Le programme de déportation établi en 1941 fut repris, dès le début de cette nouvelle occupation de la Lithuanie qui se poursuit à l'heure actuelle. Six vagues de déportations massives ont ravagé le pays entre le mois de juillet 1946 et le milieu de l'année 1949 :

— Juillet-Septembre 1945 ;

— 16 février 1946 : Fête de l'Indépendance de la Lithuanie ;

— Juillet-Décembre 1947 ;

— 22 mai 1948 — à la veille de la collectivisation forcée des fermes, en vue de terroriser la population rurale — plus de 100.000 personnes, pour la plupart des fermiers, en furent les victimes ;

— 24 au 27 mars 1949 ;

— Juin 1949.

Il est très difficile de donner le nombre exact de Lithuaniens atteints par chacune de ces vagues de déportation ; en effet, elles ne pouvaient être exécutées simultanément dans toutes les régions du pays en raison du manque de moyens de transport et de la pénurie de troupes du M.V.D. disponibles dans ce but. Cependant, la Lithuanie tout entière a été touchée et le total des déportés atteint plusieurs centaines de milliers : des sources dignes de foi donnent le nombre de 550.000.

Les déportés appartenaient à toutes les professions, il y en avait de tout âge, depuis des bébés de quelques jours seulement jusqu'à des vieillards de quatre-vingts ans.

Parmi eux se trouvaient un ancien Président de la République de Lithuanie, trois anciens Présidents du Conseil, le dernier ministre des Affaires Etrangères, dix ministres, plusieurs diplomates et de nombreux représentants de l'élite lithuanienne, 75 % des prêtres. Sur 13 évêques catholiques romains, il n'en reste plus qu'un en Lithuanie et son sort est actuellement incertain.

2. - Comment sont mises à exécution les déportations :

Toutes les déportations en masse de Lithuanie ont été mises à exécution en stricte application de l'instruction Sérov, citée ci-dessus, en date du 4 juin 1941. Le recensement des malheureuses victimes de la terreur soviétique était effectué à l'avance et les listes de personnes à déporter préparées par les agents du N.K.V.D. et du M.V.D. ; les « trios d'opérations » étaient désignés ; les moyens de transport vers les centres de rassemblement réquisitionnés. Les déportés étaient en général arrêtés entre 1 heure et 4 heures du matin. On leur accordait un délai d'une demi-heure à 1 heure pour préparer leur maigre bagage pour le terrible voyage.

Parfois, on ne donnait pas même un instant pour rassembler les objets les plus indispensables. Jamais les Lithuaniens n'oublieront les sept nuits du 14 au 21 juin 1941, qui virent la disparition de 34.260 personnes, hommes, femmes et enfants.

Mais la déportation en masse la plus sévère fut celle qui commença le 22 mai 1948 et qui était envisagée par le Kremlin comme le prélude à une collectivisation forcée des fermes de la Lithuanie occupée. Bien entendu, sa cible fut la population rurale. Jamais déportation ne fut si minutieusement préparée par le M.V.D. Il s'agissait d'enlever à la Lithuanie plus de cent mille de ses habitants en une seule journée. Au début du mois de mars 1948, des groupes d'officiers russes firent leur apparition dans toutes les agglomérations. On répandit le bruit que des plans de mobilisation étaient mis sur pied et que la guerre était imminente. Mais il devint rapidement évident que l'activité de ces groupes avait pour objet la préparation des listes de personnes à déplacer, sur une vaste échelle. Une enquête était menée sur chaque personne, basée sur des informations recueillies auprès des voisins, chez des espions des Soviets, et les *istrebiteli* (troupes de choc soviétiques).

Pressentant les événements, la population s'inquiétait. Tout travail était devenu impossible. Hommes, femmes, enfants, n'osaient plus coucher à la maison et passaient la nuit dans les forêts. Combien d'entre eux tombèrent malades à cause de ces conditions terribles. Puis, les *istrebiteli* firent courir le bruit que les déportations auraient lieu un jour donné — les retards répétés rendaient tout plus incertain et augmentaient la nervosité et le découragement. Avant l'opération, les Soviets dépouillèrent leurs victimes en les accablant d'impôts et en les contraignant à souscrire à des emprunts d'Etat.

Pour chercher à intimider ceux qui se cachaient dans les bois, on répandit la nouvelle, quatre ou cinq jours avant la déportation, que tous les véhicules allaient être réquisitionnés pour le transport des soldats rouges chargés d'épurer les forêts.

Le jour fatal arriva. A l'aube, les groupes d'opérations M.V.D. encerclèrent brusquement les fermes. Le bruit des crosses de fusil heurtées contre les portes, assez fort pour réveiller un mort, épouvantait les malheureux. Après avoir pénétré dans les maisons et s'être assuré de la présence de tous les membres de la famille, le groupe de cinq à dix Russes, accompagnés par un « istrebitel », procédait à la lecture de l'ordre de déportation en Sibérie. Aucune raison n'était donnée.

Arrachant tout des mains de leurs victimes, les Russes cassaient les vitres et saccageaient le mobilier, déchiraient les images religieuses. Aux femmes et aux enfants qui pleuraient, on disait : « Pourquoi pleurer ? Les ours blancs vous consoleront », ou : « Ne vous en faites pas, les ours vivent bien là-bas, pourquoi n'y vivriez-vous pas ? » Théoriquement, les déportés étaient autorisés à emporter jusqu'à 100 kilos de vêtements et de nourriture, mais pratiquement ce « privilège » dépendait de l'humeur du groupe d'opérations. Dans certains cas, les Russes dépouillaient les malheureux de leurs affaires aux centres de rassemblement. Les gens cherchaient à fuir, même s'ils savaient bien que c'était sans espoir : plutôt mourir dans leur patrie que partir pour la Sibérie. Il en fut ainsi, entre autres, de Tomkevicius, du village de Slapikai, dans la commune de Selrijai : il mourut, blessé, dans d'horribles souffrances. Un garçon de 15 ans, Petraska, fut blessé aux deux jambes, en essayant de s'enfuir. Interrogé sur les raisons de sa fuite, il répondit : « Pour être abattu ici, afin de pouvoir, même mort, rester en Lithuanie ». Des femmes et des enfants furent abattus en tentant d'échapper à leur sort. On entendait de tous côtés leurs cris, et le bruit des coups de feu. Les fermes étaient incendiées.

Le traitement des déportés par les Bolchéviks était des plus brutaux ; ils étaient battus, ils recevaient des coups de pied, on les dépouillait, on les insultait. Il y en eut, comme Krilavicius de Jeznas, malade depuis des années, ou comme cette personne de Birstonas, arrachée à son lit de mort, qui moururent sur le chemin du centre de rassemblement. A Rumbonys, une femme, dont le mari avait déjà été déporté, fut forcée de marcher pendant plusieurs kilomètres en portant dans ses bras ses deux jeunes enfants, jusqu'au camion qui devait la conduire au centre de déportation. On la battait pour qu'elle marche plus vite sur son chemin de croix. Ni les femmes, qui accouchèrent cette nuit-là, ni leurs bébés ne furent épargnés. Des voisins ayant tenté d'intercéder pour un nouveau-né, reçurent comme réponse : « Nous savons ce qu'il sera en grandissant ». Cependant, sur leur insistance, l'enfant leur fut jeté par la fenêtre de la voiture déjà en marche. Bien souvent, les gens durent utiliser leurs propres chevaux pour se rendre au centre de rassemblement, emmenant avec eux leur bétail. Ils attendaient l'heure du départ dans une enceinte entourée de fils barbelés. Les cris des hommes se mêlaient aux hurlements des bêtes. Le jour du départ, il pleuvait. Pour se reposer un peu, lorsque vint la nuit, les mères avec leurs enfants durent se coucher dans la boue.

Les victimes étaient alors conduites vers les gares et entassées dans des wagons de marchandises. Les portes étaient clouées, les fenêtres bouchées. Leur sort était tracé. Nombreux sont ceux qui moururent avant d'atteindre leur triste destination.

Tandis que les déportations de 1948 frappaient surtout les campagnes, celles du 24 au 27 mars 1949 eurent lieu surtout dans les bourgades et dans les villes, en particulier à Kaunas. Cette fois, les Israélites, eux aussi, furent atteints. A Kaunas, environ 20.000 personnes furent emmenées. Des trains avec leur personnel furent envoyés de Biélorussie pour l'exécution des déportations dans les régions voisines. Ils furent suivis par des bandes du M.V.D. qui s'emparèrent des biens des déportés.

Pendant trois jours, sans interruption, la chasse à l'homme se poursuivit, tandis que les convois attendaient à la gare. La neige rendait la fuite presque impossible.

3. - Le sort des déportés

Les déportés étaient emmenés vers « les régions éloignées de l'U.R.S.S. », c'est-à-dire la Sibérie, les régions arctiques de la République Soviétique de Komi, vers l'Altaï et le Kazakhstan. Ils étaient dirigés vers des camps différents selon leur catégorie. Là, la plupart des déportés lithuaniens sont gardés dans des camps de travaux forcés et ne peuvent recevoir ni lettres, ni colis.

Les conditions dans ces camps, dirigés par la Gulag (Administration des camps) — département spécial du M.V.D. de l'U.R.S.S. — ont été amplement décrites par les quelques personnes qui ont réussi, d'une manière ou d'une autre, à s'échapper des bagnes soviétiques. (Faire savoir à l'Occident, telle est leur idée fixe.) La vérité sur les camps de travaux forcés telle qu'elle est relatée dans ces ouvrages est confirmée par les lettres de déportés lithuaniens parvenues à leurs familles en Lithuanie, et par la déposition d'un ancien détenu lithuanien, qui, comme citoyen américain, réussit à être libéré et à rentrer dans ce pays :

Quand nous arrivâmes dans cet enfer, écrit un détenu du camp de travaux forcés de Kraslag, près de la gare de Rashioly, dans le district de Nijnemaimstroïe, où l'ancien Président de la République de Lithuanie, Alexandre Stulginskis trouva la mort, ils nous prirent tout ce qu'il était possible de prendre. Ils nous habillèrent de loques sordides, nous répartirent en brigades et nous mirent sur la voie de la mort lente. Nous travaillions dans les taigas. On commençait avant le jour et on terminait dans la nuit. Nous installions une nouvelle voie de chemin de fer. Chaque jour, la nourriture était la même : une soupe de pommes de terre gelées ou pourries, cuites à l'eau salée, avec un peu d'orge. Pas de viande, pas le moindre corps gras. Quatre cents grammes de pain par jour — mais le pain était affreux. C'était tout. Nous dormions dans des baraquements non chauffés, sans matelas, sans couverture. Au bout de quelque temps, les malheureux commençaient à enfler ; leurs plaies s'infectaient. Le taux des

décès était effrayant. En décembre 1941, de 20 à 50 personnes mouraient chaque jour. Le froid était terrible — il faisait souvent 50° au-dessous de 0. Si l'on voulait chauffer les baraquements, il fallait aller chercher du bois, sur son dos, à trois kilomètres. Chaque matin, au réveil, nous trouvions quelques-uns de nos camarades, qui le soir se serraient encore contre nous pour se réchauffer, morts et gelés. Il était impossible de les enterrer : le sol était complètement durci par le gel. Les cadavres étaient empilés comme du bois dans un coin du camp. Chaque soir, on rapportait les corps de ceux qui étaient morts au travail. Le matin, quelques nouveaux cadavres venaient grossir le tas. Il n'y avait pas le moindre secours médical ; et même eût-il existé, à quoi bon dans ces circonstances ? Dans cette usine de la mort, aucun effort ne fut jamais tenté pour vérifier s'il y avait une raison pour condamner ces misérables à de telles horreurs.

Certaines des femmes déportées sont désignées pour travailler dans les kolkhoses.

Leur sort est dur aussi. Une déportée, N..., écrit de Nowaja Liolia, chef-lieu de Sverdlovsk, le 21 mai 1947 : Nous vivons misérablement, il n'y a rien à manger...

Une autre déportée, Elena ..., écrit de la même région :

Ce sont les jours les plus noirs de l'exil... Tout le monde ne verra pas la prochaine récolte... rien au marché, sauf du lait... Nous achetons une sorte de son, pour un prix fantastique. Les pommes de terre sont difficiles à trouver... Hier, j'en ai acheté 4 pour 5 personnes... Comme nous serions contents si nous pouvions de temps en temps recevoir un peu de notre propre farine ! Nous n'espérons pas de la farine de blé, même la nourriture pour les cochons serait trop bonne. Quand la neige a fondu, des tas de gens sont allés dans les champs du sovkhose pour essayer de déterrer les pommes de terre de l'année passée qui auraient pu être oubliées... horrible, horrible, horrible.

Des lettres semblables sont parvenues de l'Oural :

Nombreux sont ceux d'entre nous qui sont morts. Vous connaissez cette maladie : « perte de l'appétit », enflure et ensuite...

De même, de la République Soviétique de Komi, et d'ailleurs encore.

L'extrait qui va suivre provient de la déposition d'un médecin, citoyen des U.S.A., libéré du camp de travaux forcés de Vorkuta, République de Komi :

Le 22 juillet 1940 — un mois et une semaine après l'invasion russe et l'occupation de la Lithuanie — je fus arrêté par deux hommes du N.K.V.D. Tous les interrogatoires furent menés selon les procédés caractéristiques du N. K. V. D. : menaces, coups, le tout accompagné de jurons. Sans le moindre avertissement, j'étais brusquement réveillé au milieu de la nuit et, en toute hâte, conduit par les gardiens de la prison devant l'officier chargé de l'instruction, dans une pièce fortement éclairée... Ces séances nocturnes duraient cinq ou six heures ; après quoi, j'étais ramené dans ma cellule. Il était trop tard alors pour pouvoir me reposer, car il était interdit de dormir le jour. La nuit suivante même procédé — absence totale de sommeil. On ne me laissa aucun repos, ni la troisième, ni la quatrième nuit, ni les nuits suivantes, jusqu'à ce que, complètement épuisé, je fusse prêt à admettre toutes les accusations imaginées par les officiers du N.K.V.D. En avril 1941, je fus transféré à la prison de Lukiskiai, à Vilna, où je fus gardé jusqu'au 16 juin. Alors, on m'embarqua dans un wagon à bestiaux avec 37 autres prisonniers. Ce wagon, bien entendu, n'avait ni eau, ni sièges ; comme W.-C. : un trou dans le plancher. Je me considérais heureux quand je réussissais à m'asseoir par terre. Mon wagon faisait partie d'un convoi d'à peu près 70 wagons de marchandises, chacun contenant environ 40 prisonniers. Au bout de seize jours de voyage, nous arrivâmes à la gare de Kotlas, où les malades furent mis à part. Je fus dirigé, avec le reste du convoi, vers le centre de triage de Kozhva, où tous les prisonniers étaient répartis en groupes pour les camps de punition du territoire autonome de Komi... Je restai environ deux mois à Kozhva, avant d'être transféré à Narjar Mor (Krasny Gorod), où la Petchora se jette dans l'Océan Arctique, et où environ 1.500 prisonniers étaient détenus pour décharger les bateaux apportant d'Archangeisk des machines, des vivres et des matériaux de construction pour les mines récemment ouvertes à Vorkuta.

L'horaire quotidien du camp était le suivant : lever à 4 h. 20 le matin ; petit déjeuner jusqu'à 5 h. 20 ; appel à 5 h. 30. Après l'appel, chaque prisonnier rejoignait sa brigade et marchait sous escorte jusqu'au lieu de son travail ; retour à 7 heures du soir, pour un nouvel appel et le dîner. A 10 heures, on éteignait les lumières.

L'essentiel de la nourriture était le pain noir : 500 à 600 grammes par jour, si le travail était exécuté à 100 % ; mais si le prisonnier n'arrivait pas à accomplir la norme, la ration était réduite. En dehors du pain, les prisonniers recevaient 50 grammes de poisson salé. Pendant tout mon séjour dans le camp, nous n'avons jamais vu de légumes ou de pommes de terre, si bien qu'après deux ou trois mois d'un tel régime, les jeunes gens les plus solides, en particulier les soldats polonais, avaient le scorbut. Pour les soigner, je n'avais pas de médicaments, si ce n'est une décoction d'aiguilles de pin et de feuilles de fraisiers sauvages. J'étais moi aussi gravement atteint de scorbut ; mes dents commencèrent à se déchausser, et mon corps se couvrait de plaies.

Le climat de la région où j'étais détenu était très rude. Il y avait de la neige dix mois sur douze et même pendant les deux mois les plus chauds, la terre ne dégelait que superficiellement...

4. - Témoignages.

En dehors des documents et des lettres cités, il existe des dépositions de témoins oculaires des déportations et des massacres collectifs de Tcherven, Pravieniskès, et Rainiai et une déposition, relatant la vie dans les camps de travaux forcés.

On peut se les procurer dans ce pays. (U.S.A.)

Washington, D.C., octobre 1951.

MATERIAUX

L'ADMINISTRATION DE LA LITHUANIE OCCUPEE

I. — LE CONSEIL DES MINISTRES

Dans les pays satellites, les gouvernements communistes conservent généralement une apparence nationale. Seule la Pologne a reçu un maréchal soviétique (Rokossowski) d'origine polonaise. En Lituanie occupée, on n'a même pas eu recours à ces fictions. Le Conseil des Ministres de ce pays est composé à la fois de communistes lithuaniens et russes. Voici sa composition en date du 1^{er} mai 1951 (voir Tiesas du 6-5-1951).

1) Ministres russes :

Basile Pisarev, vice-président du Conseil des Ministres,
Alexis Cistiakov, vice-président du Conseil des Ministres,
Alexandre Sokolov, vice-président du Conseil des Ministres,
Alexis Petrov, président de la Commission de Plans d'Etat,
Jacob Svisciov, ministre de l'Economie Communale,
Théodore Teriosin, Ministre de l'Industrie Légère,
Nicolas Liubimcev, ministre de l'Industrie des Matériaux de Construction,
Dimitri Mamajev, ministre des Sovkhoses,
Alexandre Jefremov, ministre du Contrôle d'Etat,
Pierre Kapralov, ministre de la Sécurité d'Etat,
Nicolas Kalugin, ministre de l'Industrie Locale ;

2) Ministres lithuaniens :

Mecislovas Gedvilas, président du Conseil des Ministres,
Ksaveras Kairys, vice-président du Conseil des Ministres et ministre de l'Industrie de la Viande et du Lait,
Kazys Preikšas, vice-président du Conseil des Ministres,
Aleksandras Drobnys, ministre des Finances,
Michalina Meskauskienė, ministre de la Cinématographie,
Kazys Andrijaitis, ministre de l'Industrie du Ravitaillement,
Povilas Kurys, ministre de l'Industrie du Bois,
Algirdas Matulionis, ministre de la Culture Forestière,
Anatolijus Mikutis, ministre du Commerce,
Juozas Stimburyš, ministre de la Sécurité Sociale,
Juozas Maniūšis, ministre de la Construction,
Bronislovas Penkauskas, ministre de la Santé Publique,
Albertas Knyva, ministre de l'Education Nationale,
Jurgis Blieka, ministre de la Justice,
Ignas Gaska, ministre des Affaires Etrangères,
Juozas Bartasiūnas, ministre de l'Intérieur,
Vladas Augustinaitis, ministre de l'Agriculture,
Vaclovas Mickevicius, ministre de l'Industrie Poissonnière,
Juozas Banaitis, chef du Service des Affaires Artistiques,
Eduardas Nacas, président du Comité des Institutions Culturelles et de l'Education.

Il ressort de cette liste que les postes de commande se trouvent ouvertement aux mains des Russes. Une seule exception, celle du Ministre de l'Intérieur dont on a jugé nécessaire de lithuaniser le nom. Les communistes lithuaniens n'ont, dans ce Gouvernement, que des ministères d'une importance secondaire, les Finances, les Affaires Etrangères d'une République soviétique

n'ayant dans leur ressort aucun problème particulier. Mais, même dans ces cas, les ministres lithuaniens sont souvent secondés par des vice-ministres russes, ainsi pour l'Education Nationale (Lapa-jeff), pour l'Agriculture (Kelcoff). Ce sont ces vice-ministres qui dirigent et contrôlent en réalité les ministères.

II. — LE CONSEIL SUPREME

L'organe législatif — le Conseil Suprême de Lituanie — dont le rôle exclusif consiste à approuver à l'unanimité tous les projets de lois proposés par Moscou, a une présidence plus ou moins lithuanienne :

Justas Paleckis, président du Conseil Suprême ; Mykolas Juncas-Kucinskas, vice-président ; Genovaitė Ceponiene, vice-présidente ; Stasys Naujalis, secrétaire ; Membres : Stanislovas Apyvala, Boleslovas Baranaukas, Liudas Dapkus, Leonas Kucinskas, Juozas Matulis, Juozas Muraukas, Pranas Olekas, Ona Ruksienė, Antanas Snieckus, Aleksandras Trolimovas, Irena Zebenkiene.

Mais parmi les membres du Conseil Suprême lithuanien figurent aussi les noms de :

J. V. Staline, G. M. Malenkov, V. M. Molotov, L. M. Koganevitch, K. E. Vorochilov, L. P. Beria, A. J. Mikojan.

Imagine-t-on ces mêmes personnalités figurant dans les assemblées législatives françaises ou britanniques au nombre des élus ? Parmi les autres membres du Conseil représentant les intérêts du peuple lithuanien, on voit les noms authentiquement russes de :

M. A. Soslov, N. M. Svernik, A. N. Kosigin, A. A. Maskinov, A. M. Cistekov, N. S. Chruchtchev, N. I. Gusev, P. S. Kuncin, N. A. Bulgomin, G. S. Bakharov, etc.

III. — DIRIGEANTS DU PARTI COMMUNISTE LITHUANIEN

Dans un Etat soviétique, le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif s'éclipsent derrière la puissance du parti communiste. Voici les noms des principaux dignitaires du parti communiste lithuanien :

A. S. Trofimov, M. A. Suslov, A. A. Maskinov, V. S. Niunka A. J. Snieckus, S. F. Filipavici, A. Ragutis.

Ici aussi les Lithuaniens sont encadrés par les communistes russes.

IV. — AUTRES DIRIGEANTS

Parmi les personnalités de premier plan de l'administration du pays, nous relevons :

C. S. Bakharov, Procureur de la République,

A. M. Petrov, Président de la Commission de Planification,

N. T. Gusev, Chef des Unions Professionnelles et des Organisations des Comsomols.

LA VIE CULTURELLE EN LITHUANIE OCCUPEE D'APRES LES SOURCES SOVIETIQUES

A. — LITTERATURE ET ART

Le premier souci de l'occupant soviétique fut d'arracher brutalement le peuple lithuanien à la civilisation de l'Occident et à ses traditions nationales. Le programme est formulé par la presse officielle du pays qui ne dissimule pas les difficultés de la tâche. M. Supikov, secrétaire russe du Parti communiste lithuanien de la région de Vilna écrit dans l'organe du Parti du 9 décembre 1950 (Sov. Litva) : Dans les établissements d'enseignement, dans les universités et écoles, les idées bourgeoises et nationalistes ne sont pas encore partout extirpées. La prédilection pour la civilisation bourgeoise occidentale s'y manifeste toujours. Bien entendu, il ne s'agit pas d'une conversion idéologique au communisme et à ses doctrines, mais d'un asservissement de la pensée. M. Matulis, président de l'Académie des Sciences de Lithuanie, l'avoue lui-même, dans le même journal, daté du 18 janvier 1951 (Sov. Litva) : Mais il faut mener une lutte sévère contre les théories et contre l'influence bourgeoise dans la science, lutter sans pitié contre les conceptions et les opinions nationalistes.

M. Niunka, secrétaire lithuanien du Parti communiste, ajoute : Pour réaliser les décisions historiques du Comité central du Parti au sujet des questions du travail idéologique, l'organisation du Parti lutte contre le goût pour la civilisation occidentale bourgeoise, contre le cosmopolitisme et le nationalisme bourgeois ; il lutte pour les idées et les tendances bolchevistes dans la science, dans la littérature et dans l'art, pour le renforcement de l'éducation communiste des travailleurs (Tiesa, 13-2-1951).

La peinture doit être mise au pas car nombre de peintres puisaient leur inspiration dans les sources troubles de la décadence parisienne et étaient en conflit permanent avec le peuple (Sov. Litva, 15-6-1950). L'architecture a également à se conformer aux conditions nouvelles : Dans les œuvres des architectes lithuaniens, les idées de Staline concernant la civilisation soviétique ne se manifestent pas encore. Ils se vouent à un individualisme bourgeois étroit et retournent au formalisme et à l'imitation de l'architecture de l'Europe occidentale (Sov. Litva, 8-2-1951).

Il est bien entendu que la littérature doit avoir, elle aussi, un caractère politique. Voici comment M. Korsakas, le critique littéraire officiel de la Lithuanie soviétique et ancien ministre de l'Education nationale, définit son programme dans les Izvestia du 4 mars 1948 : Le plan quinquennal de Staline, la reconstruction des villes ainsi que des villages détruits par les occupants hitlériens, la réforme agraire réalisée par le Gouvernement soviétique qui a donné de la terre à des dizaines de milliers de paysans, l'éducation du peuple dans l'esprit de l'idéologie socialiste, le rôle de l'organisation du Parti communiste et l'importance historique des idées de Lénine-Staline dans la vie du peuple lithuanien, tout cela constitue les thèmes principaux de la littérature lithuanienne de notre temps et sa source d'inspiration. Les romanciers et les poètes n'ont qu'à obéir aux ordres supérieurs.

Des instructions précises leur ont d'ailleurs été données, ainsi qu'il ressort d'un article de M. Karosas : Nos écrivains ont des indications claires pour leur travail de création. Ces indications ont été données par la décision du Comité Central du Parti communiste quant aux questions idéologiques et aussi par la sixième conférence du Parti, qui découlait des décisions mentionnées (Tiesa, 20-8-1950).

Le plan de publication pour 1951 prévoit en premier lieu le recueil de poèmes consacrés à Lénine et à Staline, La Paix vaincra la guerre, de Bieliunas, des poèmes d'auteurs divers sur la

Corée, La lutte du peuple pour le régime soviétique de Vienuolis, et des traductions d'œuvres analogues de pays satellites (Sov. Litva, 29-12-1950).

Evidemment, la qualité de cette littérature laisse à désirer. Même la presse communiste ne dissimule pas sa pauvreté. Pour commémorer le dixième anniversaire du régime soviétique en Lithuanie, l'Etat a publié de nombreux ouvrages. La prose ne s'y distingue de la poésie que par la quantité (Tiesa, 20-8-1950). Et ce qui est plus grave encore, c'est que l'esprit de ces recueils, commémorant pourtant l'introduction du communisme, n'est pas conforme au programme imposé. Dans la poésie il n'y a presque pas d'œuvres nouvelles sur les hommes de nos usines et de nos fabriques, sur notre héroïque classe ouvrière et son travail dévoué. La campagne collectivisée, les représentants des intellectuels sont encore mal présentés. C'est un grave défaut, car le devoir de tout écrivain est de montrer les héros de nos jours, les hommes du travail qui excellent dans diverses branches d'activité (Tiesa, 9-10-1950). La prose n'est pas plus conformiste : Le rôle du Parti communiste y est mal mis en valeur, le rôle du chef communiste, pas du tout. La classe ouvrière de Lithuanie y est faiblement présentée. Les victoires de notre campagne collectivisée y sont mal décrites. Les nationalistes bourgeois ne sont pas suffisamment démasqués (Tiesa, 20-8-1950).

Pour M. Korsakas, directeur de l'Institut de Littérature, seul J. Janonis (décédé) est un vrai poète, mais uniquement pour des raisons politiques : La poésie de J. Janonis, qui respire une haine profonde pour la guerre impérialiste, sert aujourd'hui pour les travailleurs soviétiques d'arme dans la lutte pour la paix.

J. Janonis était un poète ardent de la lutte. Il a non seulement décrit la lutte de libération de la classe ouvrière, des vastes masses populaires des ouvriers, mais il a chanté d'une manière enflammée l'héroïsme de ces combattants (Tėvynės Balsas, 15-4-1951).

La production littéraire n'est pas plus satisfaisante, selon M. Simkus, président de l'Association des Ecrivains : Les lecteurs attendent de nouvelles œuvres de valeur, mais dans le bilan littéraire de cette année, il n'y a pas encore d'œuvres importantes (Tiesa, 15-10-1950). Sans doute, les rangs des écrivains ont été décimés par les événements. Parmi les auteurs de premier plan, les uns n'ont pas survécu aux bouleversements des dernières années (Balys Sruoga, S. Nėris, Cvirkas, Butkus-Juzė, Liudas Gira), les autres ont choisi la liberté (Krėvė-Mickevičius, Aleksandravičius, Brazdionis, etc.). Mais les vrais talents qui se trouvent dans le pays ne peuvent plus se manifester sans trahir le monde auquel ils appartiennent.

La critique littéraire ne s'est pas non plus adaptée. Elle se contente de comptes rendus peu nombreux et plats, elle n'analyse les œuvres ni en détail ni à fond, ne fait pas de conclusions générales (Literatura ir Menas, 5-3-1950).

Quant au théâtre, il a pour répertoire surtout des pièces soviétiques. Parmi les neuf auteurs qui ont été présentés au théâtre de Siauliai au cours de la saison 1949-1950, six sont russes : Pavlenko, Stein, Medviadev, etc. Pour la saison 1950, les œuvres jouées n'avaient que deux sujets principaux : l'agrandissement des kolkhoses et le trente-troisième anniversaire de la Révolution d'Octobre (Sov. Litva, 13-7-1950).

La musique doit s'inspirer aussi du programme du Parti. En voici quelques productions typiques : Kaveckas, Suite en 5 parties, Images de la Lithuanie soviétique, Neris, Le soleil éblouissant de Staline s'est levé, La Marche du plan quinquennal, etc. (Sov. Litva, 7-2-1951).

La Cantate de Staline de J. Tallat-Kelpsa, et le concerto pour violon et orchestre de B. Dvarionas ont reçu le prix Staline.

Le travailleur d'art émérite de la Lithuanie soviétique, K. Gal-kauskas, a composé la symphonie en ré majeur et plusieurs chants. Sa récente Ode pour le grand porte-drapeau de la paix exprime l'amour du peuple soviétique pour le camarade Staline, sa volonté de lutter sans trêve pour un avenir brillant, pour la paix... J. Karosas a créé récemment le poème Il y aura la paix. ... J. Svedas, lauréat du prix Staline, a commémoré la soviétisation du pays par la Cantate pour le dixième anniversaire de la Lithuanie. Ses chants : Il y aura la paix. Gestes du collectif. Déclaration. En avant, Au travail, sont universellement connus et aimés. (Tiesa, 11-1-1951).

Qu'il s'agisse de peinture, d'architecture, de littérature ou de musique, dans un pays soviétique, l'art ne peut traduire que la doctrine communiste et l'idéologie stalinienne. Il n'a le droit de se manifester que dans la mesure où il éduque les masses, et son programme, les formes et les sujets sont imposés par le Parti.

Le régime totalitaire favorise particulièrement l'aspect populaire de la civilisation, agissant sur des hommes peu cultivés. De là, un effort particulier dans le domaine du cinéma.

M. Niunka, secrétaire du Parti, en fait valoir le progrès. La fréquentation plus généralisée tous les ans du cinéma montre les besoins culturels de l'homme soviétique : en 1945, les cinémas des villes ont eu 4.688.000 spectateurs, et 7.088.000 en 1950. Les cinémas des campagnes ont accueilli 213.000 spectateurs en 1945 et 1.393.000 spectateurs en 1950. ... Cette année, il est prévu d'augmenter de 300 le nombre des cinémas dans la République (Tiesa, 11-1-1951). Ce sont des salles de propagande où l'on conduit les kolkhosiens, les ouvriers et les élèves des écoles en corps organisés.

Le nombre grandissant des livres paraissant tous les ans est aussi considéré comme un progrès dans la civilisation. M. Ulpis, directeur de la Chambre des Livres, indique qu'il a été publié, entre 1945 et 1950, 3.854 volumes avec un tirage global de 35.661.000 exemplaires. Il précise aussi le caractère de ces ouvrages : une place importante dans l'édition (un quart) revient à la littérature sociale-politique dont le fonds est constitué par les œuvres classiques du marxisme léninisme. Au nombre de ceux-ci figurent les tomes I et II des Œuvres choisies de K. Marx et de F. Engels, les tomes I et II de V. I. Lénine, les tomes I à X des Œuvres de J. V. Staline, Les Questions du Léninisme de Staline, etc. Entre 1940 et 1950 ont été lancées six éditions du Cours élémentaire de l'histoire du Parti communiste (de Staline) tiré à 160.000 exemplaires (Tiesa, 11-1-1951). Ces ouvrages n'étant pas jugés suffisants, il a fallu en importer de Russie. C'est ainsi qu'en 1950 seulement, trois millions de livres russes ont été introduits en Lithuanie (Sov. Litva, 15-7-1950).

À certaines occasions, les presses travaillent avec une énergie particulière. En 1951, au moment des élections au Conseil Suprême de la République, il a été publié par La Maison des Editions d'Etat, dans le seul mois de janvier, environ 20 ouvrages de propagande tirés à plus de 100.000 exemplaires (Tiesa, 8-2-1951). Parmi ceux-ci, le Rapport de Staline sur le projet de la Constitution soviétique figure en première place.

B. — ENSEIGNEMENT

En Lithuanie occupée, il fallait tout d'abord détruire toutes les bases économiques et sociales d'un Etat démocratique, tenter ensuite de rééduquer les masses et de s'assurer les jeunes générations. Le problème de l'éducation et de l'instruction dans l'esprit communiste est capital pour le régime. Aussi un grand effort est-il fait dans ce domaine. Dès son plus jeune âge, l'enfant est pris dans un terrible engrenage qui doit en faire le citoyen parfait d'un

Etat soviétique. Dans les Pays Baltes, ces tentatives d'emprise intellectuelle se heurtent à une opposition farouche, ce qui exige la mise en place d'un appareil particulièrement développé. Un ouvrage récent sur l'Instruction publique en Lithuanie (Vilna, 1950), dû à M. Knyva, ministre de l'Education Nationale lui-même, en collaboration avec le vice-ministre de l'Education et vice-président de l'Académie lithuanienne des Sciences, M. Ziugzda, ainsi que d'autres personnalités, résume les éléments de cette action et en révèle les principales méthodes. La première phrase en fixe d'ailleurs clairement les objectifs et le programme : Le début de l'instruction des larges masses du travail du peuple lithuanien, le développement culturel national, sont directement liés à la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière de Russie et à ses victoires. Il ne s'agit pas seulement d'une communisation, mais également de la russification d'une génération entière. Les méthodes soviétiques sont simples. Au début de la Révolution, Lénine avait habilement joué sur les sentiments nationaux des minorités de l'Empire Russe en accordant des écoles nationales et une certaine autonomie culturelle aux peuples du Caucase, de l'Asie Centrale, etc. qu'il était sûr de maintenir dans son orbite et qu'il flattait de cette façon. Maintenant les Pays Baltes subissent l'application des procédés contraires. Le livre du ministre de l'Education donne toutes les précisions à ce sujet.

On y voit d'abord un étalage impressionnant de chiffres. L'instruction du peuple marque le glorieux dixième anniversaire de la République Soviétique Socialiste de Lithuanie par des victoires gigantesques : 3.141 écoles primaires, 633 écoles de sept ans et 17 écoles d'instruction générale (p. 37). De même, en ce moment fonctionnent dans la République 14 écoles supérieures dont 2 universités, et 2 instituts d'enseignement par correspondance (p. 113). Il y a en outre 42 écoles techniques primaires. Selon M. Bucas, recteur de l'Université de Vilna, le nombre total des élèves dans les écoles de Lithuanie dépasserait 450.000 : un citoyen sur cinq. (Sov. Litva, 13-12-1950). La même proportion est donnée par le Comité Central du Parti (Sov. Litva, 5-2-1951).

Pour évaluer exactement cette statistique, il faut se rendre compte qu'il existe un très grand nombre d'écoles politiques : M. Bucas mentionne 108 écoles pour les adultes dont des universités marxistes, etc. Et d'autre part, ces chiffres mêmes changent constamment dans les affirmations des dirigeants. Ainsi, M. Knyva indique dans son ouvrage sur l'Instruction 3.241 écoles primaires pour 1950, mais son rapport au Conseil Suprême n'en donne, pour la même date, que 2.782 (Sov. Litva, 10-7-1950). Le journal Tiesa (10-1-1951) donne le chiffre de 2.772. Les données varient même dans le livre de M. Knyva : 2.393 écoles primaires en janvier 1945 (p. 28) et 2.101 pour l'année scolaire 1944-45 (p. 41). Il semble que ces statistiques ne soient pas dépourvues d'improvisation. Il subsiste néanmoins un effort systématique pour multiplier les centres d'instruction. L'augmentation des effectifs dans ces institutions scolaires est obtenue aussi dans une certaine mesure par une accélération de l'enseignement et par un abaissement prémédité de son niveau.

La durée normale des études jusqu'au baccalauréat qui, en Lithuanie indépendante, s'échelonnait sur 13 ans, est réduite à 11 années, dont 4 pour l'école primaire, 3 pour l'école intermédiaire qui délivre le certificat d'études obligatoire, et 4 pour l'école secondaire, l'école intermédiaire constituant à la fois le prolongement de l'école primaire et les trois premières classes du lycée.

En ce qui concerne le programme, les langues lithuanienne et russe (avant l'occupation, la première langue étrangère était le français), ainsi que la Constitution soviétique, occupent presque la moitié des heures prévues dans les écoles primaires (p. 54)... L'éducation physique est devenue une partie inséparable de l'éducation communiste car elle consolide la santé des élèves et les prépare au travail socialiste et à la défense de la Patrie (p. 56).

À l'enseignement de l'histoire sont dévolues dans l'école soviétique des tâches importantes : la tâche de l'enseignement primaire de l'histoire est de donner aux élèves les premières images du passé du pays natal (U.R.S.S.), de développer leur intérêt pour

son histoire, de développer le sentiment patriotique soviétique, d'inspirer le désir d'être utile à sa patrie soviétique et le sentiment de haine pour tous ses ennemis... L'enseignement de l'histoire à l'école secondaire montre aux élèves l'évolution de l'humanité en marche vers le communisme (p. 48).

L'enseignement des sciences naturelles, fondé sur la doctrine de Mitchourine, a pour but de donner des notions solides, logiques, systématiques, sur les fondements de la biologie mitchourienne, et de faire connaître les principes de la vie des animaux et des plantes en contribuant à la formation des conceptions scientifiques basées sur la dialectique matérialiste... La botanique, la zoologie, l'anatomie et la physiologie façonnent, ainsi que l'histoire et la constitution soviétiques, les idées matérialistes des jeunes citoyens et leur morale communiste (p. 48).

L'école doit préparer les constructeurs actifs et résolus du communisme, instruits à tous les points de vue, éduquer les élèves dans l'esprit du patriotisme soviétique, de l'amitié entre les peuples absolument fidèles à la patrie soviétique, au Parti de Lénine-Staline (p. 36)... Nettoyées du fatras dont elles avaient été infestées par les Hitlériens et leurs valets et par les nationalistes bourgeois lithuaniens, les écoles deviennent des institutions d'éducation du jeune citoyen soviétique, qui l'arment de savoir, qui forment ses idées progressistes et lui inspirent le patriotisme soviétique, le dévouement infini pour la cause de Lénine-Staline (p. 45). En ce qui concerne les universités et les écoles supérieures, elles renouvellent les fondements de la science. Les écoles supérieures de la Lithuanie bourgeoise ont été une pépinière des opinions idéalistes réactionnaires, de l'obscurantisme et du cléricisme. L'école supérieure soviétique arme les étudiants de la science soviétique la plus progressiste du monde, elle forme leurs idées matérialistes et en fait de solides marxistes-léninistes, patriotes dévoués à la Patrie soviétique (p. 115).

Cette éducation commence presque dès la naissance des enfants. Confiés aux écoles maternelles pour toute la journée — les mères étant surchargées de travail — ils y sont élevés dans l'esprit communiste et on leur inculque l'amour de Lénine et de Staline et de la patrie socialiste. On y développe le sentiment de l'amitié des peuples et la haine pour ses ennemis... (p. 124).

Dans cette tâche, l'école est secondée par les organisations du Parti. En 1950, il y avait 135.000 pionniers et 14.000 komsoles, chiffres confirmés par M. Gedvilas, président du Conseil des ministres (Tévytnés Balsas, 23-7-1950).

Dans les écoles supérieures, les élèves sont astreints à participer à la vie politique et à faire de la propagande. Le cercle d'agitateurs de l'Institut Pédagogique de Vilna compte 100 membres (Sov. Litva 1-11-1950). Ces obligations communistes ne doivent pas être négligées car l'admission dans une autre école et la poursuite des études dépendent de la formation politique. L'Ecole Navale de Pêche de Klaipėda exige, par exemple, des candidats, les pièces suivantes : a) certificat de l'école ; b) extrait de naissance ; c) curriculum-vitae détaillé ; d) certificat médical ; e) certificat des établissements où travaillent le candidat et ses parents ; f) certificats politiques délivrés par le Comité de l'établissement où travaillent les parents du candidat et par le Comité de l'école précédente ; g) six photos ; h) questionnaire dûment rempli (Tiesa, 1-3-1951).

Dans cette machine complexe montée en hâte pour fabriquer en grande série des citoyens civilisés, disciplinés, dévoués à leur patrie soviétique, au peuple, à la cause de Lénine-Staline, il ne manque qu'un élément : le corps enseignant qui en assure le bon fonctionnement. On ne change pas d'un jour à l'autre les professeurs et les instituteurs dans un pays entier. Il a donc fallu procéder d'urgence à leur rééducation. La première conférence de chefs d'enseignement a eu lieu à Vilna du 25 au 28 janvier 1945. Elle s'adressa aux professeurs en leur prescrivant qu'ils réorganisent le plus rapidement possible leur travail sur les bases de la pédagogie marxiste et qu'ils se mettent à la lutte sans merci contre les nationalistes bourgeois lithuaniens-

allemands, contre les ennemis du Gouvernement soviétique dans nos rangs (p. 30).

Pour se rééduquer, les professeurs fréquentent l'université du marxisme-léninisme, les écoles du Parti, les cercles d'éducation politique (p. 53). Il ne s'agit pas seulement des instituteurs et professeurs de lycées, les professeurs d'Université sont également rééduqués. Il est bien entendu qu'avec le niveau d'enseignement théorique plus élevé des professeurs des écoles supérieures de la République, leur niveau politique s'est amélioré aussi. Les universités marxistes-léninistes du soir y ont beaucoup contribué. En ce moment, 452 professeurs d'Université et maîtres de conférences ont déjà terminé leurs études dans ces établissements, et 324 y étudient encore (p. 117).

Les journaux complètent ces chiffres : Cette année, dans trois cours (politiques) spéciaux, s'instruisent 300 professeurs, 150 autres à l'Université pédagogique du marxisme-léninisme, 225 perfectionnent leur préparation professionnelle et leur niveau politique dans les autres Instituts (Gabdank, secrétaire du Parti de Kaunas, Tiesa, 18-10-1949).

Evidemment, cette rééducation rapide d'hommes formés dans d'autres conditions n'est pas une tâche aisée. M. Bieliauskas, secrétaire du Parti communiste de Vilna, l'avoue lui-même au cours de la sixième conférence : Le Comité de la ville n'a pas réalisé la décision de la cinquième conférence quant à son initiative dans l'amélioration du travail idéologique, et ne s'est pas suffisamment intéressé à l'activité des organisations du Parti dans les écoles supérieures ni au travail avec les intellectuels. Il ne lutte pas avec assez de fermeté contre les restes d'idées bourgeoises-nationalistes, contre l'indifférence à la politique ni contre l'enseignement objectif (Tiesa, 30-1-1951). M. Bucas, recteur de l'Université de Vilna, se plaint à cette occasion de ce que le Comité du Parti de la ville a guidé l'Université d'Etat d'une manière conventionnelle et sans méthode, en ne l'aidant pas dans son travail (Tiesa, 30-1-1951).

Dans les écoles supérieures de Kaunas, à l'Institut de Médecine et à l'Académie d'Agriculture, le niveau politique n'est pas beaucoup plus élevé. Dans les cours, la propagande est insuffisante. Leurs sujets sont trop étroits. Les ennemis les plus acharnés du peuple, les bourgeois-nationalistes, sont trop faiblement dénoncés (Sov. Litva, 2-2-1951).

Même les manuels scolaires sont mal conçus. Le compte rendu des lectures choisies pour la quatrième année, Gimtasis Zodis par M. Duobinis, relève toute une série de lacunes : Les auteurs et les éditeurs sont coupables de n'avoir pas mis une seule ligne sur le mouvement d'importance primordiale qui a lieu maintenant dans notre République, notamment la construction des kolkhoses ; ils n'ont rien dit de la lutte des travailleurs contre les débris des partisans du régime bourgeois-nationaliste et leurs idées, rien des efforts des kolkhosiens pour réaliser avec succès le plan triennal pour développer l'élevage (Tiesa, 15-10-1949).

On ne sait d'ailleurs pas comment et quand les professeurs peuvent préparer leur cours et leurs publications. En plus de leur propre rééducation, ils ont toute une série d'obligations politiques, des comités, des réunions sans fin, des causeries de vulgarisation, la propagande à faire. Pendant les sept premiers mois seulement de 1950, plus de 42.000 conférences ont été données en dehors de l'enseignement régulier (Sov. Litva 17-10-1950). 7.510 professeurs sont chargés de cercles pour l'étude de l'histoire du Parti (Sov. Litva, 30-9-1950). M. Knyva lui-même, insiste beaucoup sur ces occupations extra-scolaires : Au cours de la préparation des élections en Lithuanie soviétique, les professeurs soviétiques font un grand travail. Plusieurs milliers de professeurs sont agitateurs, chefs de cercles d'agitation ; ils aident beaucoup les organisations du Parti de la République dans leur travail politique parmi la population (Tiesa, 11-1-1951).

La presse nous apprend à cette occasion que l'Ecole de Musique de Vilna a donné 60 concerts au cours de la campagne de propagande électorale (Sov. Litva, 26-11-1950).

Mme Prakopciav, institutrice russe, indique que les neuf insi-

tuteurs de l'école de Kuktiskes sont aussi agitateurs (Tiesa, 4-11-1950).

Dans la seule ville de Vilna, 200 savants ont participé à la campagne électorale (Sov. Litva, 18-11-1950).

On se rend compte des répercussions de cet état de choses sur la qualité et sur le caractère de l'enseignement. A la fois dispersé et rétréci, il ne peut se développer normalement. De plus, il est donné soit par des maîtres qualifiés, mais obligés de se soumettre à une doctrine qui leur est étrangère, soit par des marxistes de date récente, des professeurs improvisés ignorant tout de la matière scolaire dont ils sont chargés ou par des propagandistes russes placés surtout pour surveiller les professeurs et les élèves. Du reste, on n'en dissimule pas la faillite.

M. Bucas, recteur de l'Université de Vilna, constate le niveau intellectuel peu élevé des élèves qui sortent des écoles : Les élèves qui ont passé leur baccalauréat ont mal assimilé leurs connaissances... Au cours des examens d'entrée à l'Université, ils étaient souvent incapables de répondre aux questions les plus élémentaires. (Tiesa, 12-10-1949.)

M. Knyva, ministre de l'Education Nationale, n'est pas plus satisfait : Le défaut principal dans le travail scolaire provient du niveau bas des élèves dans les matières fondamentales. Surtout on ne peut pas tolérer un nombre aussi grand de mauvais élèves dans les matières les plus importantes, comme la langue et la littérature russes, la biologie, les mathématiques, etc...

Il existe encore des professeurs qui ne possèdent pas de méthode d'enseignement et qui, sans avoir la préparation théorique suffisante, enseignent la langue natale et la littérature d'une manière conventionnelle, indifférente à la politique, détachée de la vie.

... Les résultats des examens de l'année dernière ont montré que les instructions du Ministère de l'Education de la Lithuanie soviétique ont été souvent totalement négligées, qu'il y a eu des cas d'indulgence et même parfois, de fraude.

Le fait suivant, entre autres, le démontre clairement : la moitié des épreuves écrites des candidats au baccalauréat proposés pour la médaille d'or et pour la médaille d'argent, n'a pas été approuvée par la Commission du Ministère en raison de la quantité de fautes que les membres du jury n'avaient pas remarquées, ou parce que ces épreuves avaient été surestimées (Tiesa, 13-4-1951).

Etant donné les conditions et le système d'enseignement, on ne saurait s'attendre à des résultats meilleurs. Une brève information publiée par Le Monde indique que la situation n'est pas meilleure dans d'autres régions soviétiques. Nous la donnons in extenso :

UNE NOUVELLE VAGUE D'EPURATION DEFERLE DANS LES UNIVERSITES DE LA ZONE D'INFLUENCE SOVIETIQUE (Service exclusif du Monde)

Moscou, 9 août 1951

Depuis deux ou trois semaines, les autorités soviétiques ont entrepris une nouvelle série d'épurations et de rappels à l'ordre. Il s'agit cette fois du personnel enseignant des universités de tous les pays et territoires de la périphérie de l'U.R.S.S., de la Baltique à l'Asie Centrale en passant par l'Ukraine et le Caucase. Il s'agit, comme dans toutes les épurations précédentes, d'éliminer « les influences bourgeoises-nationalistes » dans ces régions qui n'ont pas encore entièrement assimilé l'idéologie soviétique et qui se trouvent de plus en plus soumises au danger de la pénétration — par osmose, en quelque sorte, à travers le rideau de fer — de la mentalité occidentale.

Dans un article récemment publié par la Pravda, I. Kebine, secrétaire du Comité central du parti communiste d'Estonie, a souligné la carence dont ont fait preuve, jusqu'ici, les organisations du parti dans l'endoctrinement des « milieux universitaires » de la République, principalement à Tartu (autrefois Dorpat). « L'éducation politique des travailleurs intellectuels de toute la République, écrit-il en respectant la terminologie communiste, est aujourd'hui la tâche principale du parti. » Il critique l'hédoma-

daire du syndicat des écrivains estoniens, « Apparences » auquel il reproche de ne pas avoir réagi contre « les tendances nocives et les idées étrangères qui continuent à être importées en fraude dans la littérature et l'art estoniens par des nationalistes bourgeois ».

C. — MEDECINE

L'immense progrès de la médecine soviétique par rapport à la médecine capitaliste est mis en lumière dans le petit livre de M. Penkauskas, intitulé *Protection de la santé en Lithuanie soviétique* (Vilna, Editions d'Etat de littérature politique et scientifique, 1950).

Comme tout auteur communiste, M. Penkauskas commence par un aperçu de la situation sanitaire en Lithuanie bourgeoise, situation effroyable à cause de la sous-alimentation et du manque de soins médicaux : « Au cours de plus de vingt ans, cette politique a conduit la population pauvre des campagnes à une vie insupportable et au désespoir, que les combattants idéologiques de la bourgeoisie eux-mêmes étaient obligés d'admettre. » (p. 5).

Consolons-nous : aux Etats-Unis la situation n'est pas meilleure. Le Président Truman a reconnu en 1945 dans son adresse au Congrès : l'état sanitaire insatisfaisant du peuple. Selon lui, jusqu'au 1^{er} avril 1945, environ 5 millions d'Américains de 18 à 37 ans, c'est-à-dire 30 % des conscrits, auraient été reconnus inaptes au service militaire et plus d'un million et demi d'hommes démobilisés pour leur mauvais état de santé. Dans sa lettre au Congrès du début de 1945, Truman reconnaît qu'aux Etats-Unis des dizaines de millions de gens n'ont pas les soins médicaux satisfaisants... Les soins médicaux convenables sont si chers qu'ils sont inaccessibles à la majorité écrasante de nos concitoyens.

En 1948, la presse des Etats-Unis a publié les données suivantes sur l'état de santé du peuple américain. Presque un sixième de la population des Etats-Unis, c'est-à-dire plus de 25 millions de personnes, sont atteintes de maladies chroniques particulièrement répandues parmi les ouvriers et les employés mal payés. Tous les ans 250.000 personnes sont rendues incapables au travail en raison de soins insuffisants ; 325.000 meurent par manque de soins. Les enfants surtout sont gravement atteints. Selon les données de Young, 200.000 enfants des Etats-Unis sont épileptiques, 175.000 tuberculeux, 500.000 ont besoin de traitements orthopédiques ou chirurgicaux. Nombreux sont les enfants rachitiques et tous ont des maladies dentaires. Les maladies causées par la sous-alimentation : pélagre, anémie, etc... sont répandues aux Etats-Unis. La mortalité par la pélagre en Caroline du Sud est même deux fois plus élevée qu'en Italie où la population ouvrière vit dans des conditions particulièrement misérables. En dépit du fait qu'aux Etats-Unis il manque 30.000 médecins et que 40 % des districts n'ont pas d'hôpitaux, les sommes consacrées à la santé dans le budget de 1949 ne sont que de 5,6 % (Medicinskij Rabotnik, 1949, n° 16, p. 4, cité par Penkauskas, pp. 24 et 25).

Pourtant des sommes considérables sont dépensées pour la préparation de guérisseurs : Le Gouvernement des Etats-Unis consacre des millions pour les bourses de l'école de charlatans et de chiropraticiens de Davenport (Iowa), où 1.700 personnes payées par l'Etat apprennent à soigner toutes les maladies par des coups de marteau sur la colonne vertébrale. Dans les manuels officiels, il est indiqué qu'il y a aux Etats-Unis 200.000 charlatans (Medicinskij Rabotnik, 1949, n° 35, p. 4, cité par Penkauskas, pp. 25-26).

L'état sanitaire est aussi désastreux en Europe.

En Grande-Bretagne, le rhumatisme et la tuberculose seraient particulièrement répandus à cause des conditions effroyables de logement. En France, le contrôle médical de 250.000 Parisiens a révélé que 80.000 d'entre eux — presque un tiers — sont malades de la tuberculose, du cancer, de maladies de cœur et de l'estomac. Le journal France-Soir a noté que 50 % seulement des habitants convoqués pour le contrôle médical s'étaient présentés, car la population n'a pas confiance dans les dispen-

saïres. Les soins à l'hôpital ou au sanatorium sont prohibitifs et il est évident qu'un ouvrier n'a pas les moyens de se faire soigner. *Medicinskij Rabotnik*, 1949, n° 12, p. 4, cité par Penkauskas, pp. 26 et 27.)

Il en est tout autrement en Union Soviétique: le Gouvernement soviétique est le premier à avoir des villes d'eau et des sanatoria pour les travailleurs. Au cours des années d'avant guerre, le nombre des lits dans les sanatoria, les villes d'eau et les maisons de repos avait passé de 2.000 à 273.000 (p. 9).

Les résultats des soins apportés par l'Etat à la population ont été remarquables: Il suffit de dire — a déclaré V.M. Molotov dans son rapport au VII^e Congrès des Soviets — que le contrôle médical des ouvriers appelés au service militaire a montré à Moscou, à Leningrad, dans les régions de Moscou, de Leningrad et de Gorki ainsi qu'en Ukraine, que le poids moyen a augmenté au cours des six ou sept dernières années, de 1,5 à 2 kg. et que le tour de poitrine a augmenté de 1,5 à 2 cm. Que quelqu'un nous indique de telles données sur l'état de santé à l'étranger (pp. 10 et 11).

Ayant été intégrée dans l'Union Soviétique, la Lithuanie a bénéficié de son organisation sanitaire. En 1944, l'état des Lithuaniens était catastrophique: Au moment de la libération de la République de Lithuanie, il ne restait qu'un tiers de son corps médical d'avant guerre (p. 12). Des mesures énergiques ont été immédiatement prises pour redresser la situation. Le système des hôpitaux fut réorganisé, des instituts, des centres médicaux créés. Parmi ceux-ci, un centre de protection contre la malaria (p. 13), maladie inexistante dans le pays. Les médecins qui, dans la Lithuanie bourgeoise, ne songeaient qu'à leur enrichissement personnel, mais qui maintenant lient étroitement leur activité à la lutte du peuple pour la création de la Société communiste (p. 22) ont à leur disposition des avions! Les avions du secours médical atteignent les coins les plus éloignés de la République (p. 14). (Etant donné les distances relativement petites et son réseau de communications, l'accès « des coins les plus éloignés » du pays ne présentait avant la guerre aucune difficulté). Les villes d'eau (Palanga, Druskininkai, Birštonas, Likėnai) où se soignent non seulement les travailleurs de Lithuanie soviétique, mais aussi ceux des autres Républiques de l'Union, sont reconstruites, et leur activité s'élargit de plus en plus. La ville d'eau de Palanga jouit d'une popularité bien méritée et attire un nombre grandissant d'estivants (p. 15). Les médecins lithuaniens sont envoyés à Moscou, à Leningrad et dans d'autres villes russes pour se perfectionner dans leur spécialité (p. 21).

Quelles sont les conditions de ce progrès? Toujours les mêmes! Seul un Etat communiste a les moyens de soigner les hommes comme de les instruire. Toute connaissance n'est efficace que dans la mesure où elle est fondée sur l'idéologie du Parti. De même que les membres du corps enseignant, les médecins doivent servir aussi la propagande. L'amélioration du corps médical de la République dépend directement du niveau des idées politiques. Il ne peut y avoir de bon médecin soviétique sans connaissance approfondie du marxisme-léninisme. En ce moment la majorité du corps médical s'instruit, tout en poursui-

vant l'exercice de sa profession, dans les universités, dans les cercles d'études. Au cours des seules années 1948-1949, 170 médecins y ont terminé leur stage, 325 médecins s'y instruisent encore en ce moment. En 1949 fut créé, à Vilna, auprès de l'union professionnelle du corps médical, l'université du marxisme-léninisme. Les cours sont suivis par 250 personnes. Cette rééducation des vieux médecins et cette éducation des jeunes sont à la base de leur métier. Les succès dans l'amélioration de la santé dans la République, sont fonction du niveau idéologique des travailleurs de la médecine. La doctrine marxiste-léniniste n'est pas étudiée uniquement pour comprendre le sens de cette grande science. C'est un moyen puissant pour améliorer le travail pratique dans n'importe quel domaine de la construction du socialisme y compris la médecine (pp. 29 et 30).

Telles sont les conceptions de la médecine dans un pays récemment annexé par les Soviets, présentées par un ouvrage soviétique. A l'âge obscur de la barbarie, où les médecins, les charlatans ne songeaient qu'à s'enrichir sur le malheur et la misère des hommes abandonnés à l'incurie, comme c'est encore le cas en Occident, succède un paradis socialiste et médical où tous les citoyens recouvrent la santé grâce aux soins des communistes. Mais la réalité est autre. Sans doute la médecine soviétique qui, grâce au système totalitaire, fait ses expériences sur une matière humaine illimitée qu'elle peut manier sans précautions, a des méthodes perfectionnées dans certaines branches. Elle ne profite d'ailleurs qu'à un groupe d'élus ayant accès aux hôpitaux et aux établissements modèles, chefs des grandes administrations, hauts fonctionnaires, stakhanovistes célèbres, dignitaires du Parti. Mais dans l'ensemble, la situation est beaucoup moins brillante qu'on ne la présente généralement et en rapport avec le niveau de la vie. En Lithuanie, les médecins sont en proie à mille difficultés. Peut-être ont-ils un avion pour un effet de propagande ou pour une personnalité soviétique blessée à la chasse ou par les partisans, mais ils manquent souvent des produits pharmaceutiques élémentaires. Le système sanitaires est ébranlé par les réformes brutales. Les hôpitaux, les dispensaires, les maisons de repos aménagés par le régime nouveau, ne reçoivent que ses privilégiés. Notons à ce propos qu'une attention particulière a été donnée aux villes d'eau qui fonctionnent maintenant à plein rendement. Toutefois, les estivants qui les fréquentent ne sont ni ouvriers ni Lithuaniens. Les rangs du corps médical sont ravagés par les déportations en U.R.S.S. et par l'exode vers l'Ouest. Pour avoir le droit de soigner, il faut apprendre le marxisme malgré un travail déjà écrasant. Cependant, le pays a besoin de cet effort et les médecins l'affrontent courageusement, avec abnégation, même s'il faut passer par les écoles de propagande. Dans les écoles de médecine, les étudiants sont particulièrement nombreux. Ainsi, d'après l'organe du parti communiste, au cours des années d'après guerre, l'Université de Kaunas a préparé 431 ingénieurs seulement contre 1.083 médecins et 203 pharmaciens (Tiesa, 11.1.1951). Mais cette prédilection pour les études médicales s'explique aussi pour d'autres raisons: tout en étant astreints aux obligations politiques, les médecins peuvent exercer leur profession sans être membres du Parti, ce qui n'est pas le cas dans toutes les professions.

LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

A. — L'INDUSTRIE

Dès son introduction en Lithuanie, en 1940, le régime soviétique s'est attaqué à la réorganisation de l'industrie en fermant les usines moyennes et petites, dispersées dans différentes régions, et en concentrant leur matériel dans de vastes établissements plus faciles à contrôler. Un décret du Comité Central Lithuanien et du Conseil des Commissaires de l'Union Soviétique publié le 24 janvier 1941, fixa l'effort industriel sur l'exploitation des matières premières de l'énergie (tourbe), sur le développement de l'industrie des matériaux de construction et des produits d'usage courant, en insistant sur les textiles, produits nécessaires à l'armée russe stationnant, à ce moment, dans le pays.

Cette réorganisation hâtive qui fut, en fait, une destruction des bases de l'industrie nationale, a été interrompue par la dévastation allemande. Selon l'estimation soviétique, les dégâts causés par les Nazis atteignent 17 milliards de roubles : 56 centrales électriques, 1.700 bâtiments industriels, 10.000 unités d'installation industrielle détruits ou emportés. La capacité de production de la République a été réduite à 30 ou 35 % de son niveau d'avant guerre.

Reinstallés dans le pays, en 1944, les Russes ont immédiatement repris les choses en mains. Le plan quinquennal, établi en 1945, avait pour objectif de rattraper le niveau industriel et agricole de la Lithuanie bourgeoise et de le dépasser ensuite considérablement. Dans son étude : *Les succès de la Lithuanie Soviétique dans l'Industrie* (Vilna, 1950), M. Sumauskas donne un tableau de l'application de ce plan. Certains chiffres allégués sont réellement impressionnants, mais une première remarque s'impose : les calculs sont faits selon des pourcentages ayant pour base non pas l'état normal de la période capitaliste, mais par rapport à 1945, au lendemain des ravages de la guerre. Et, d'autre part, le chiffre même de la production de cette année 1945 n'y figure pas. On le remplace par le chiffre 100, unité abstraite d'où partent toutes les estimations sans révéler la quantité.

L'industrie métallurgique, qui a particulièrement souffert, a été presque restituée conformément aux prévisions du plan. Détruite à 88 %, elle augmenta sa production, par rapport à 1945, de 187,3 % en 1946, de 304,6 % en 1947, de 450,6 % en 1948, de 718 % en 1949. Mais elle n'a pas laissé loin derrière la Lithuanie bourgeoise, comme l'affirme l'auteur (p. 26), celle-ci correspondant à 733 % de 1945. Néanmoins, son essor paraît considérable.

L'industrie du bois, où les dégâts étaient moindres grâce à sa dispersion, est particulièrement active. On commence à y réaliser de grands travaux en groupant les exploitations de faible rendement en grandes exploitations, plus puissantes, qui peuvent être équipées selon la technique soviétique (p. 45). En 1949, elle a augmenté son rendement de 446 % par rapport à l'année 1945 (p. 46). L'industrie des meubles doit être multipliée par 8,6, celle des allumettes, par 3,08, mais on produit 100 fois plus de contre-plaqué, 62 fois plus de carton et 35 fois plus de papier (p. 47).

L'industrie de la laine, dont la production en 1945 était 30 fois inférieure à celle de 1941, sera complètement reconstruite au cours du plan quinquennal (p. 53). Mais il n'en est pas de même avec le lin : Malgré tout, et en dépit de grandes réussites dans l'amélioration de la production linière, cette branche reste

en retard sur le plan quinquennal (p. 57). La production des tissus de soie est 15 fois plus grande depuis que toutes les petites usines ont été liquidées et que leur outillage est concentré dans une seule fabrique (pp. 59-60). L'industrie du cuir, très développée en Lithuanie indépendante, n'a augmenté que de 455 % (p. 67). L'industrie alimentaire, florissante avant 1939 et faisant concurrence sur les marchés internationaux au Danemark, reste très retardataire. Seule l'industrie laitière semble être élargie (p. 73), mais nous n'avons aucune indication précise en chiffres.

Une attention tout particulière est accordée à l'industrie des matériaux de construction qui se développe grâce au travail dévoué des ouvriers et à l'aide des Républiques sœurs (p. 29), mais elle doit être plus active encore (p. 30). En ce qui concerne le bâtiment : Rien que pendant quatre ans du plan quinquennal, plus de 400.000 mètres carrés d'espace habité furent construits et reconstruits dans les villes et plus de 8.000 maisons d'habitation à la campagne (p. 80). Ce qui est proportionnellement faible. De même pour l'électrification où l'énergie n'était fournie qu'à 30 sovkholes et à 50 kolkholes sur 6.000 (p. 41).

Plusieurs constatations ressortent de ce tableau rapide d'une industrie qui se refait par la refonte des entreprises moyennes et petites dans une machine d'Etat. Sans doute, tous les moyens sont mis en œuvre pour relever la production et parfois ils donnent des résultats réels. Mais cette refonte vise non seulement l'anéantissement des formes organiques avec le jeu d'initiatives privées et la liquidation de l'artisanat ; elle change profondément les objectifs en exploitant au maximum les branches dont la Russie a besoin au détriment de la production pour la consommation locale. De là un relèvement artificiel de la métallurgie dans un pays sans fer et sans charbon, un développement particulier de l'industrie du bois et des matériaux de construction que l'on exporte presque en totalité vers les Républiques sœurs. De là une négligence de l'industrie alimentaire et des produits utiles pour la population : textiles, chaussures, installations électrique, etc...

A ce point de vue, le contraste entre l'industrie des matériaux de construction et l'industrie du bâtiment est particulièrement révélateur. Les chiffres indiqués pour la reconstruction, les seuls donnés en quantité et non en pourcentage, révèlent que tous les matériaux s'en vont ailleurs. On reconstruit en ville environ 10.000 pièces d'habitation par an, ce qui ne correspond qu'au tiers des besoins normaux, les villes s'accroissant avant la guerre de 30.000 personnes en un an. A Vilna, où 50 % des maisons ont été démolies : il a été livré, au cours des années 1948 et 1949 aux habitants pour leurs besoins 32.000 mètres carrés d'espace habité reconstruit et 27.000 mètres carrés d'espace réparé, et la population décimée y a fourni 4.250.000 heures de travail bénévole (p. 81). Mais on n'a pu y rebâtir que 3.000 pièces d'habitation par an. Il est vrai qu'on a construit au même moment un grand hôtel Vilnius et un Palais des Sports comportant un stade pour 18.000 spectateurs. En ce qui concerne la campagne, pour reconstruire au rythme indiqué les 500.000 maisons détruites, il faudra 250 ans.

A tout ceci s'ajoute un autre élément : la prolétarianisation du pays. Selon Sumauskas, le nombre des ouvriers qui travaillaient dans l'industrie lithuanienne au début de 1950 était presque deux fois supérieur au nombre d'avant-guerre. Et d'autre part, ils travaillent tous à une cadence accélérée !

Dans l'émulation socialiste participent plus de 80 % des

ouvriers de la République. Le nombre des stakhanovistes et des ouvriers de choc augmente d'une année à l'autre. Si en 1945 les stakhanovistes et les ouvriers de choc ne constituaient que 30 % du nombre total des ouvriers des usines, au 1^{er} janvier 1949 leur pourcentage atteignait 45 et s'élevait sans cesse au cours de l'année 1949 (p. 89). Il semble qu'étant donné ces conditions — concentration d'usines, augmentation considérable du nombre des ouvriers, leur entraînement au delà des forces humaines — la production devrait donner des résultats plus importants par rapport à l'industrie de la Lithuanie libre, résultats qui, somme toute, n'ont pas encore été atteints.

B. — CONDITION DES OUVRIERS

Il semblerait que sous un régime de dictature de la classe ouvrière, les intérêts et les droits de celle-ci soient particulièrement protégés et qu'elle jouisse d'une égalité absolue de traitement. En fait, il n'en a jamais été ainsi, mais les systèmes nouveaux pour accélérer la production rendent sa situation plus difficile encore.

En Lithuanie, les communistes nouvellement convertis ne l'ont pas toujours immédiatement compris. Dans certains kolkhoses, la réunion des kolhosiens délibérant sur la distribution des grains et des produits, décidait d'appliquer le vieux principe du communisme : à chacun selon ses besoins. Les céréales qui restaient après les impôts payés en nature, étaient donc réparties entre les familles selon le nombre des enfants. Ayant eu connaissance de ces pratiques, le Parti les rappela à l'ordre. Le devoir sacré de tout kolkhose est de lutter impitoyablement contre l'égalité de rémunération. Pour le développement d'une exploitation collective, l'égalité est un obstacle et un frein. Le Conseil des Ministres de la Lithuanie soviétique a pris un arrêté spécial concernant les moyens pour améliorer l'organisation du travail dans les kolkhoses, pour élever la productivité du travail et pour régulariser la rémunération, où il demanda de distribuer les revenus aux membres d'une brigade proportionnellement à la récolte obtenue dans son secteur (Tiesa, 16.11.1950).

La rémunération des kolkhosiens est établie ainsi d'après un système compliqué, suivant le principe progressif où interviennent de nombreux facteurs : nombre des journées de travail, nature du travail accompli, son caractère stakhanoviste, différence des résultats obtenus par brigades du même kolkhose.

De même dans l'industrie, il n'y a pas de salaires uniformes pour chaque catégorie d'ouvriers. On est aussi très loin d'une semaine de 40 heures. Pour joindre les deux bouts, il faut des heures d'un effort supplémentaire. Notre combinat du cuir et des chaussures qui porte le nom d'Eidukevicius, écrit P. Gromov, président du Comité local du Parti communiste, est un exemple qui montre avec quelle générosité l'Etat s'occupe du simple ouvrier et l'aide à vivre en homme civilisé et riche. Au cours de l'année dernière, le salaire moyen de l'ouvrier a augmenté de 15 %. Mais le gain des stakhanovistes a augmenté encore plus : le gain du brillant stakhanoviste Belenkevicius a même augmenté trois fois et demie (Tiesa, 14.2.1951). Mais il n'indique pas quelles sont les conditions de ces progrès. Nous ignorons aussi pourquoi les ouvriers du combinat industriel de Kursėnai n'ont pas encore touché, au mois de septembre, leur paie du mois de mai (Tiesa, 20.9.1950).

Pour augmenter leurs revenus, les ouvriers n'hésitent pas à faire des heures de nuit supplémentaires. Dans le district de Pasvalys, le collectif de la station des machines et des tracteurs effectuait avec succès les labours d'automne. Les tracteurs sont employés d'une manière rationnelle. Dans le kolkhose agrandi « Atzalynas », les tracteurs sont utilisés pour arracher le lin et pour ensemercer les céréales d'hiver au cours de la journée, et pour les labours pendant la nuit. Les brigades des stations

des kolkhoses « Laimė », « Raudonoji-Zvaigždė », « Svyturis », font les labours d'automne pendant la nuit (Tiesa, 20.9.1950). Les heures supplémentaires ne sont pas toujours faites de plein gré. Généralement, elles sont exigées par l'administration des usines.

M. Malitsin, vice-président russe du Conseil des Unions Professionnelles de Lithuanie, signale un certain nombre de ces cas : Dans de nombreux établissements industriels, on ne respecte pas les horaires des jours ouvrables ni la loi du repos des travailleurs. Les défauts d'organisation, l'irrégularité de la fourniture des matières premières, la planification peu précise et déréglée de la production, ont souvent pour conséquence beaucoup d'heures creuses. Certains dirigeants cherchent à les compenser illégalement par des heures supplémentaires et par le déplacement des jours de repos. Ainsi, pendant le premier semestre de l'année dernière, les usines du Ministère de l'Industrie du Bois et du Papier ont perdu 20.000 journées de travail et imposé aux ouvriers plus de 90.000 journées supplémentaires. Dans les usines des Ministères de l'Industrie légère, de l'Industrie alimentaire et de l'Industrie locale, la situation est analogue. La fabrique « Kauno Audiniai » pratique souvent des heures supplémentaires.

Le camarade Alfiorov, directeur des brasseries « Tauras », de Vilna, ne respecte pas non plus les lois soviétiques. Il introduit illégalement les heures supplémentaires et exige que l'on travaille les jours de repos. Les heures supplémentaires n'étaient même pas payées dans le combinat du pain de Kaunas. Elles ont également été exigées des ouvriers dans les usines autonomes de chemin de fer de la section de Siauliai, dans l'usine « Kaitra » de Lentvaris et dans les autres fabriques.

Dans de nombreuses usines, les commissions de protection du travail et les inspecteurs sociaux n'existent que sur le papier.

La justice ne réagit pas assez énergiquement contre les déviations dans le respect des lois de protection du travail ; elle réagit trop lentement aux avertissements des inspecteurs du travail et des unions des organisations professionnelles, elle retarde la transmission des dossiers. Ainsi un accident ayant eu lieu dans le Trust 102 du Bâtiment à Kaunas, les organisations professionnelles ont intenté une action en justice pour punir les coupables, mais le procureur a cassé le procès. On pourrait citer d'autres faits analogues (Tiesa, 7.1.1951).

La dénonciation de ces abus par M. Malitsin semble avoir un double but : la propagande, et, en même temps, un argument pour renforcer dans les usines le contrôle communiste. C'est certainement du sabotage par les ennemis du peuple. On sait quelle est généralement la suite immédiate de telles accusations : une mise au pas de toutes les usines. Les responsables des établissements cités ne sont pas seuls à trembler après la parution d'un tel article. Il subsiste néanmoins le fait que ces pratiques d'exploitation des ouvriers, sans le moindre respect de leurs droits, sont une des conditions du rendement soviétique et le fondement de la mystique de superproduction dont les stakhanovistes sont les héros. Pour le travail de nuit dans les kolkhoses, le même organe du Parti communiste présente ce travail supplémentaire comme une action de dévouement à la patrie.

On ne voit pas d'ailleurs comment la protection des ouvriers peut être conciliée avec l'un des principes fondamentaux de l'économie soviétique : l'émulation socialiste qui cherche à obtenir de l'homme un rendement surhumain. Tous les prétextes sont bons pour s'en servir. Des commémorations diverses des grandes conquêtes de l'U.R.S.S., des congrès, des élections sont précédés par ces émulations spectaculaires.

Ainsi, à l'occasion des élections de janvier 1951, l'usine de tissage de lin à Plungė a exécuté, avant la date prévue, son programme annuel de production ; le personnel s'est engagé à dépasser chaque jour le plan de production et à économiser,

avant le 18 février, des centaines de kilogrammes de matières premières et de filés (Tiesia, 4.1.1951). Le personnel de l'usine de transformation des cuirs à Vilna prend des engagements semblables : En l'honneur des élections au Soviet Suprême de la République socialiste de Lithuanie, les ouvriers et les employés de l'usine de transformation des cuirs du nom de Vitas prennent les engagements suivants : exécuter le plan de production de janvier de cette année trois jours avant la date, celui de février deux jours avant la date, c'est-à-dire à exécuter le plan de production de janvier et février jusqu'au 23 février, jour de l'Armée Socialiste. De plus, ils se sont engagés à diminuer le prix de revient de 3 % et d'élever la qualité des produits de 2 % (Tiesia, 4.1.1951).

L'article de fond du même numéro explique l'importance de l'émulation : Des centaines d'exemples d'exploits des brillants stakhanovistes de l'industrie montrent que la force de l'émulation socialiste est gigantesque et que cette émulation est la méthode la plus sûre de la construction du communisme. Par exemple, la camarade A. Vovrova, ouvrière de la fabrique de tabac « Kova », à Kaunas, qui travaille simultanément avec quatre appareils de remplissage de cigarettes au lieu de deux appareils, suivant la norme, a déjà exécuté presque neuf normes annuelles. La camarade A. Barkute, stakhanoviste de « Lelija », fabrique de confection de Vilna, a exécuté, en deux ans, la tâche de production de cinq ans et demi. Le camarade J. Raudis, stakhanoviste de l'usine de fonderie de Kaunas, travaille déjà pour l'année 1954 et le camarade Baltrimavicius exécute son plan pour l'année 1955.

Grâce à l'émulation socialiste intensifiée en l'honneur des élections au Soviet Suprême de la République socialiste de Lithuanie, une quantité de collectivités des usines de la République et des centaines d'ouvriers prennent l'engagement d'exécuter le plan avant la date. Le travail patriotique des hommes soviétiques sert à renforcer de plus en plus la puissance de la Patrie socialiste. Les hommes soviétiques sont convaincus que, grâce à leur travail dévoué à leur Patrie, ils donnent leur obole pour la paix qui est défendue par notre grand pays... (Tiesia, 4.1.1951).

Il est curieux de constater que la même presse relève d'une part des irrégularités dans la pratique des heures supplémentaires et, d'autre part, incite les ouvriers à dépasser toutes les mesures possibles du travail en vue de rendements gigantesques. Elle stigmatise et glorifie les mêmes abus. Les méthodes communistes sont souples, pourvu qu'elle atteignent leur but. Malgré une apparente contradiction, elles appartiennent au même système d'emprise qui définit la condition des ouvriers.

C. — COMMENT SE CONSTITUE ET VIT UN KOLKHOSE AGRANDI

Supplément à l'article Les kolkhoses en Lithuanie, de notre Bulletin n° 1, avril-mai 1951.

La fusion des fermes isolées en kolkhoses est présentée par les dirigeants communistes comme un mouvement spontané des masses paysannes. Mais leur agrandissement, exécuté en quelques mois, avait ouvertement un caractère obligatoire : Lorsque l'ordre fut donné de se grouper en grands kolkhoses... précise la presse soviétique (Sov. Litva, 29.11.1950).

Comment fut réalisée en Lithuanie une entreprise d'une telle envergure dans un laps de temps aussi réduit ? L'ordre de procéder à l'agrandissement des kolkhoses, c'est-à-dire à la fusion des petites et moyennes entreprises en de grandes exploitations d'Etat, a été donné par Moscou. Il a été transmis ensuite par le Gouvernement de la Lithuanie soviétique aux Comités des régions et des districts qui les ont fait parvenir aux Comités exécutifs des communes.

Le procédé d'exécution de la réforme varie selon les cas : convocation des dirigeants des kolkhoses, envoi d'équipes d'actives, action d'agents locaux.

Le district de Siauliai était parmi les plus actifs : La Conférence des présidents des communes et des kolkhoses au sujet de la fusion des petits kolkhoses en kolkhoses agrandis a eu lieu au siège du Comité exécutif du district de Siauliai, écrit J. Kuginis dans l'organe du Parti. Le rapport sur cette question a été fait par le camarade Gabalis, secrétaire du Comité du district de Siauliai du Parti communiste (bolcheviste) lithuanien... Il a été décidé à l'unanimité de procéder immédiatement, après avoir consulté les membres des kolkhoses, à l'agglomération des kolkhoses (Tiesia, 16.8.1950).

La décision, une fois prise par le Comité exécutif, l'initiative passe aux dirigeants locaux aidés par des équipes d'actives. Les kolkhosiens de plusieurs kolkhoses destinés à la fusion sont convoqués en réunion. Ils décident également à l'unanimité de fusionner leurs entreprises. Dans le district de Plungė, ces réunions ont été simultanées presque partout. Ainsi dans la commune de Kulici, les kolkhoses « Pergalė », « Ausra », « Alentas » et « Kumzaiciai » ont décidé spontanément de s'unir en un seul kolkhose qui porterait le nom de la Victoire « Pergalė » (A. Gilbickas, Tiesia, 16.8.50).

Parfois, les décisions du Comité exécutif de district sont transmises directement à la commune (apylinkė) sans qu'il y ait une consultation préliminaire pour la forme. Par exemple, dans la commune d'Asmin'a (district de Prienai), son président, M. J. Karvelis, a imposé l'agglomération des kolkhoses lors d'une simple réunion locale des activistes (Tiesia, 30.11.1950).

Mais les présidents des communes sont souvent dépassés par le zèle des agents locaux qui prennent eux-mêmes l'initiative. Dans le district de Jurbarkas, M. S. Jurksaitis, président du kolkhose « Tiesia » s'est tout simplement annexé tous les kolkhoses voisins et devint président du kolkhose agrandi (Sov. Litva, 29.11.1950). Dans le district de Panevėžys, c'est une collaboratrice du service politique de la station des machines, maintenant employée au service politique de la station des machines de Panevėžys, la camarade Tamasauskienė, qui a aidé les kolkhosiens à s'unir (Tiesia, 13.2.1951).

En général, trois kolkhoses sont nécessaires pour former un kolkhose agrandi. Déjà au 1^{er} janvier 1951, 3.628 kolkhoses s'étaient unis pour n'en constituer que 1.369 comprenant chacun en moyenne 127 familles, avec 1.545 hectares dont 953 hectares de terre cultivable (Sov. Litva, 15.12.1950).

Il semble que ces fusions ne constituent pas encore des mesures définitives. Dans certains cas, on commence à agrandir des kolkhoses déjà groupés, installés dans les chefs-lieux des anciennes communes. La petite ville de Krakės, avec son école d'enseignement secondaire, ses cinq écoles primaires, ses quatre magasins et un hôpital, est devenue le centre du kolkhose « Ausra » de 4.700 hectares (Sov. Litva, 5.11.1950).

Sauf dans les cas où les kolkhoses agrandis s'établissent dans des bourgs, leur formation se borne au début à un changement de nom et à la collectivisation des terres, du matériel et du bétail. En principe, les bâtiments des kolkhoses agrandis devront être regroupés dans de nouveaux endroits. Mais ce travail s'effectue très lentement : pour l'année 1951, il avait été prévu de réinstaller dans la région de Siauliai 1.000 familles sur 100.000 (Sov. Litva, 31.10.1950). A ce rythme, l'opération devrait durer un siècle. Aussi la plupart des kolkhosiens des nouvelles entreprises continuent-ils à vivre dans leurs anciennes fermes isolées. Seule différence : ils sont privés de tous leurs biens ; ils sont au service de l'Etat.

La collectivisation ne s'est d'ailleurs pas toujours effectuée sans heurt. Pour la terre, la résistance était pratiquement impos-

sible. Mais les paysans n'ont pas remis facilement leur bétail et leurs machines. Ainsi dans le kolkhose « Lenino Kelio » (district de Varniai), on n'a voulu remettre au kolkhose ni les machines ni les chevaux. Les ouvriers travaillaient mal dans les champs, mais lorsque tous les postes de commande furent confiés aux communistes et que le Parti s'en est mêlé, la chose a été arrangée (Sov. Litva, 18-1-1951). La même résistance s'est manifestée dans d'autres endroits. En octobre 1950, dans le rayon de Prienai, les machines et le bétail n'étaient pas encore collectivisés (Sov. Litva, 25-10-1950). Dans les rayons d'Ariogala, de Trakai, de Jeznas, de Kybartai, les chevaux, les machines, le bétail et les bâtiments ne l'étaient pas non plus en novembre 1950 (Sov. Litva, 28-11-1950). La VIII^e Conférence du Parti a constaté que les machines et les chevaux, dans de nombreux rayons, appartenaient encore aux paysans (Sov. Litva, 22-11-1950). Dans le kolkhose « Ausra » du rayon de Trakai, ils avaient été remis au kolkhose mais les paysans les ont repris (Sov. Litva, 27-12-1950). En janvier 1951, dans 12 kolkhoses du rayon de Pakradė (sur 44), les machines et les chevaux étaient aux mains de leurs propriétaires (Sov. Litva, 6-1-1951). Même en février de cette année, la situation était encore identique dans de nombreux kolkhoses de la région de Vilna, ainsi qu'il a été révélé au cours de la conférence du Parti (Sov. Litva, 4-2-1951). Dans les rayons de Panemunė, de Veisiejai, de Kaistadorys, de Kazlu-Rūda, ni le bétail ni les machines n'avaient encore été remis aux kolkhoses à cette date (Sov. Litva, 10-2-1951).

Evidemment ces efforts ont été vains. Les lopins de terre que chaque famille avait à sa disposition une fois supprimés, le travail du kolkhosien prend un caractère purement collectif : tout ouvrier fait partie d'une brigade des champs ; chaque brigade est chargée d'un champ particulier. Le salaire en nature de ses membres dépend de la récolte de l'année et du nombre des journées de travail. Alors qu'un ouvrier normal travaille en moyenne 150-200 jours par an, les stakhanovistes augmentent ce nombre grâce à divers coefficients et à des travaux pendant les jours de repos. Ainsi dans le kolkhose « Taryninis artiojas », du district de Biržai, la famille de Jonas Voras composée de quatre personnes aptes au travail, a totalisé 2.000 journées de travail (K. Liaudis, *Le progrès de l'agriculture en Lithuanie soviétique*, p. 43). Des stakhanovistes totalisant 4 à 500 journées de travail par an sont fréquemment cités !

Le travail des paysans est sévèrement contrôlé. Chaque kolkhose a son organisation du Parti, ses komzomols et même son soviet de femmes. De plus, au moment des récoltes, des agents supplémentaires sont envoyés par les Comités des districts. La tâche de ses activistes est de surveiller de près chaque kolkhosien individuellement : ici s'impose à tous ceux qui constituent l'avant-garde du kolkhose — communistes, komzomols et jeunes — un devoir très important : ils sont responsables du travail de persuasion parmi les kolkhosiens. Il ne suffit pas de faire de temps en temps un discours d'actualité ou d'organiser une conversation, etc. Le travailleur du Parti et l'agitateur doivent connaître à fond la vie de chacun, son monde intérieur (L. Dobrovolskis, Tiesia, 22-10-1950).

Tout est réglé d'avance dans le travail d'un kolkhosien. Les dates des grands travaux, celles de la livraison des céréales, leur quantité, les normes journalières, sont établies par le Gouvernement et par les Comités des districts.

Au moment de la récolte, le kolkhose doit payer tout d'abord ses impôts en nature, livrer ensuite des céréales aux Stations des Machines, en compensation de leurs services, verser une partie de la récolte aux fonds communautaires et réserver ce qu'il faut pour la semence. Seul ce qui reste après ces différentes opérations peut être distribué en guise de salaires. (Sov. Litva, 28-2-1951). Certes, il y a de nombreux cas où les céréales sont distribuées pour les journées de travail avant la constitution des fonds de semences (Tiesia, 30-1-1950). Mais ces infractions aux règles sont sévèrement punies.

Le salaire se compose surtout de céréales. Parfois, on y ajoute des légumes, du sucre et de l'argent provenant de la vente du bétail, mais jamais de viande. Nous avons déjà donné dans le Bulletin précédent (n° 1, avril-mai 1951, article *Les Kolkhoses en Lithuanie*), les salaires-types qui varient entre 2 et 6 kilogrammes de céréales et de 1 à 2,50 roubles par journée de travail. (Un ouvrier soviétique touche en moyenne 15 roubles par jour environ.) En voici quelques autres qui en confirment la misère.

Dans le district de Linkuva qui est parmi les plus progressistes et où l'agriculture est entièrement collectivisée, le kolkhose de Karolis Pozėla a donné en 1950 par journée de travail 4 kg. de céréales, 2 roubles, du sucre et autres produits agricoles. Dans le kolkhose « Geguzes Pirmoji », les ouvriers ont eu uniquement des céréales : 6,2 kg. par journée de travail (Tiesia, 1-3-1950). Par comparaison, disons qu'en France, un stakhanoviste qui totaliserait 500 jours de travail toucherait au bout de l'année 3.100 kg. de blé, soit 135.000 francs environ ! Dans le kolkhose « Liaudies Kovojojas » du district de Siauliai, la valeur d'une journée de travail a été établie comme suit : 5 kg. de céréales, 20 grammes de sucre, 2 kg. de pommes de terre, 3 roubles (Tiesia, 1-1-1951). Selon son président M. Mackevicius, au cours de 1950, le kolkhose « Karolis Pozėla » (district de Dotnuva) a eu 342.000 roubles de récoltes sur lesquels 191.000 ont été payés à l'Etat, 51.000 versés au fonds de réserve, le reste seulement distribué aux kolkhosiens qui ont touché chacun 1,72 kg. de céréales, 2 kg. de fourrage, 118 grammes de sucre et 1,50 rouble par journée de travail (Tiesia, 15-3-1951).

Il ne faut pas oublier que tous ces kolkhoses appartiennent à la catégorie exceptionnelle ayant exécuté le plan. Généralement ces attributions sont plus réduites et ne peuvent être faites qu'après la livraison des redevances de l'Etat.

Le travail terminé, il n'est pas toujours permis au kolkhosien de rentrer tranquillement chez lui. Il a encore ses devoirs sociaux. Tous les kolkhosiens doivent assister aux réunions générales (Sov. Litva, 28-2-1951). Certes, dans le kolkhose « Geldriai » du district de Vilkaviskis, aucun kolkhosien n'est venu à une réunion, et dans le kolkhose « Naujoji Sodyba » sur 147 membres, 36 seulement y ont pris part. Mais cette abstention est dangereuse. Dans le kolkhose agrandi « Zalgiris », 200 personnes ont assisté à la conférence sur la loi électorale soviétique, la plus démocratique du monde (A. Garnelis, Tiesia, 4-11-1950).

Ces réunions se passent souvent dans les bibliothèques ou dans des clubs de lecture. Dans son article *Sous le soleil de la constitution de Staline*, M. Niunka, secrétaire du Comité central, affirme qu'au cours des années du régime soviétique, il a été organisé plus de 3.000 clubs-salles de lecture, environ 3.000 bibliothèques locales et ambulances (Tiesia, 13-2-1951). Les kolkhosiens y sont reçus avec empressement ; ils y trouvent non seulement des livres judicieusement choisis mais aussi un personnel entraîné de propagandistes. Dans le club de lecture de Vainiūnai (directeur J. Zabas) fonctionne d'une manière permanente un cercle de conférenciers. Dernièrement les sujets suivants ont été traités : Les élections soviétiques sont les élections les plus démocratiques du monde, La jeunesse héroïque de l'Union Soviétique, L'origine de la religion, etc. Tous les jours ont lieu à haute voix des lectures de journaux, et des auditions collectives de T.S.F. Le directeur du club, le camarade Zabas, fait des causeries sur la situation intérieure et internationale. Au club fonctionne un cercle d'agitateurs (J. Jasilionis, Tiesia, 13-2-1951).

Dans le club du kolkhose « Jėga » (commune de Rudziai, dirigé par la camarade Apanaviciėnė) on publie de plus un journal mural, *Sur le Chemin de Lénine*, dont les articles ont un caractère d'action et de lutte. On y fait paraître aussi quatre fois par mois les Feuilles de combat. Le travail d'explication politique énergiquement mené, aide les kolkhosiens dans leurs tâches agricoles (A. Stanaitis, Tiesia, 20-9-1950).

Il semble que la journée de travail d'un kolkhosien soit très chargée. Mais même rentré chez lui, il n'est pas encore libre et son repos est troublé par les fréquentes visites des agents communistes qui lui expliquent les questions politiques et le préparent aux élections. Les agitateurs vont voir les kolkhosiens à domicile, organisent des causeries ou des lectures de journaux. Ces pratiques font partie du système d'éducation générale. Le centre d'agitation installé dans le kolkhose de Jdanov se développe de plus en plus. Il a organisé un cercle pour étudier les règlements électoraux. La plupart des agitateurs comme R. Kuolas, J. Gaubienė, St. Riskus, A. Zakys et autres, ont déjà parcouru 3 à 4 fois les maisons des électeurs et organisé des discussions sur les sujets suivants : Le député comme serviteur du peuple, La bestialité des impérialistes américains en Corée, etc. (A. Norkus, Tiesa). Dans le district de Vilkaviskis, les komsomols Didzbalis, Skutalakaitė, Uscilaitė et autres, sont des visiteurs assidus des kolkhoses « Sesupė », « Gizai » et « Naujoji Gvardija ». Ils y engagent des conversations sur la loi électorale, la plus démocratique du monde, sur les grandes constructions du communisme et sur la situation internationale (V. Zemaitis, Tiesa 4-1-1951).

Nulle part le kolkhosien ne peut échapper au réseau de surveillance et de pression.

D. — LA GUERRE CONTRE LES KOULAKS

Nous savons par notre propre expérience que l'ennemi de la classe ouvrière dans les villes et les campagnes et surtout les koulaks, feront encore maintes tentatives pour empêcher et freiner la marche du peuple polonais vers le socialisme.

(Discours de M. Molotov, prononcé à Varsovie le 22 juillet 1951 à l'occasion de la fête nationale polonaise. — Pravda.)

La définition du « koulak » (en russe poing, c'est-à-dire un homme à poigne) évolue selon les circonstances. À l'origine, le terme de koulak désignait un paysan, propriétaire de plus de 30 hectares. En Lituanie indépendante, il y avait 28.600 familles possédant 10 % environ de la totalité des fermes (287.000). Plusieurs vagues d'extermination se sont abattues sur cette catégorie de fermiers dont le seul crime était d'avoir pu agrandir par un travail bien conduit l'étendue de leurs champs. Ils constituaient la majeure partie des 15.000 paysans déportés en 1941. Ce qui restait a été liquidé progressivement, après le retour des Soviétiques en 1944, par de nouvelles déportations et par de lourdes impositions. Le 2 août 1948, Tiesa, l'organe du Parti, annonce le barème suivant : Le pays est divisé en trois zones. Dans la première, les impôts en nature vont de 60 kg. de céréales par hectare de terre cultivable, pour les petits propriétaires, à 160 kg. par hectare pour les fermes au-dessus de 25 hectares. Dans la seconde zone, ces impôts varient entre 45 et 140 kg. et dans la troisième, entre 35 et 110 kg. Pour les pommes de terre, ces impôts s'établissent entre 45 et 118 kg. par hectare.

Ces impôts progressifs devaient être payés avant le 15 novembre sous peine de sanctions : Les paysans individuels et les coopératives agricoles ou associations qui ne satisfont pas à leurs obligations de livrer à temps les céréales à l'État, sont punis par les Cours populaires d'une amende en argent dont le montant est deux fois supérieur à la valeur des céréales non livrées... En plus de l'amende, la partie des céréales non livrée à temps est

exigée, sans tenir compte du reste, par le Ministère des impositions en nature.

Dans le cas où les circonstances sont aggravantes — mutinerie, tentatives pour éviter la livraison conformément à l'arrêt de justice — les délinquants sont livrés à la justice et punis suivant les lois en vigueur.

Commencée à la fin de 1947, la collectivisation a achevé rapidement la liquidation de la classe des koulaks. Ruinés par les impôts, dépouillés de leurs terres, ils ne furent même pas admis dans les kolkhoses en formation. Et il ne leur restait qu'à périr dans la misère en attendant la prison. En été 1950, au moment où l'on procéda à l'agrandissement des kolkhoses, ils avaient pratiquement disparu.

À partir de ce moment, le terme de koulak a pris un sens beaucoup plus large. Il s'applique à toute personne ayant appartenu à une famille paysanne plus ou moins aisée, ce qui correspond à la majorité des paysans lithuaniens dont le niveau de vie était infiniment plus élevé qu'en Russie. Il stigmatise aussi tout paysan soupçonné de n'avoir pas beaucoup de sympathie pour le régime. Dans les kolkhoses agrandis, les koulaks ne pouvaient évidemment avoir de place, et la nouvelle persécution s'est acharnée sur toute une couche plus étendue encore de la paysannerie.

La VIII^e Conférence du Comité central du Parti communiste lithuanien qui a eu lieu à la fin d'octobre 1950, a donné des instructions précises relatives à la guerre contre les koulaks : il faut choisir soigneusement les cadres suivant les principes communistes ; nommer seulement comme présidents de kolkhoses des communistes ou des « activistes sans parti » ; dépister les koulaks et les bourgeois-nationalistes qui ont réussi à s'introduire dans les kolkhoses et même à s'emparer des postes de commandement ; liquider le travail destructeur de l'ennemi. Pour pouvoir le faire, il faut que les secrétaires des Comités de district et les secrétaires des Comités exécutifs connaissent personnellement les présidents, les « brigadiers » et les directeurs d'élevage de chaque kolkhose (Sov. Litva, 1-11-1950).

Cette lutte une fois déclarée, le nombre des koulaks s'est multiplié sans cesse. L'organe du Parti revient souvent sur cette question. Il presse de combattre les éléments koulaks et anti-kolkhosiens ; il incite à dénoncer l'ennemi partout où il se trouve (Sov. Litva, 28-11-1950). Dans son numéro du 9 décembre, il exige que l'action entreprise soit encore intensifiée : Pour que les règles des kolkhoses soient respectées, il faut renforcer l'action politique ; il faut engager la masse des kolkhosiens dans le combat contre les éléments bourgeois-nationalistes et contre l'activité néfaste des restes de koulaks... Il faut intensifier la vigilance ; il faut multiplier les visites dans les kolkhoses et contribuer à supprimer toutes les anomalies (Sov. Litva, 12-12-1950). Sans lutter contre les bourgeois et les autres ennemis des kolkhoses, il n'est pas possible d'améliorer l'élevage (Sov. Litva, 1-2-1951). Cet élevage s'annonçant comme médiocre, en retard sur le plan, il faut que la lutte soit encore renforcée. Il est nécessaire de surveiller les koulaks qui se sont emparés des postes-clés des kolkhoses et ne cherchent qu'à les détruire de l'intérieur. Il faut découvrir à temps leur action néfaste qui empêche le progrès de l'élevage dans les kolkhoses, leur déclarer une guerre sans merci (Tiesa, 27-3-1951).

Cette guerre n'est pas toujours suffisamment énergique. Certains Comités n'ont pas organisé la lutte contre ceux qui ne respectent pas les règles des kolkhoses, contre les bourgeois-nationalistes, ainsi que contre les koulaks ayant pénétré dans les kolkhoses pour y mener leur action destructrice (Sov. Litva, 22-11-1950.) La situation est mauvaise dans le district de Trakai où le Comité ne fait rien contre les éléments qui cherchent à nuire aux kolkhoses (Sov. Litva, 27-12-1950). Il en est de même dans le district de Svencionys. La conférence du Parti du district de Marijampolė révèle aussi des défaillances : Il a été noté, au

cours de la réunion, que l'on combattait faiblement dans ce district les survivances des idées bourgeoises, les superstitions religieuses et que l'on ne démasquait pas suffisamment l'activité destructrice des koulaks (Tiesa, 4-1-1951).

Mais il existe aussi des Comités qui rendent la vie dure aux koulaks. Parfois ces derniers, par des moyens détournés, s'introduisent dans les kolkhoses et s'y dissimulent habilement, mais, grâce à la perspicacité des « activistes », le danger pour la communauté est souvent découvert avant que les éléments néfastes puissent agir. Ainsi, un koulak s'était fait admettre au kolkhose « Dovinė », où la démoralisation des kolkhosiens était imminente, mais K. Masiotas, chef du service politique de la station des machines et tracteurs, l'a dépisté à temps (Sov. Litva, 18-10-1950). Mais, le plus souvent, les koulaks se trahissent rapidement dès qu'ils se sont infiltrés dans un kolkhose ; ils se hâtent de commencer leur œuvre destructive. Ils accaparent, selon leur habitude, les biens communautaires ou même les détruisent par tous les moyens. Dans le district de Mazeikiai il y en avait plusieurs, mais le Comité s'en est aperçu et a aidé les kolkhosiens à s'en débarrasser (Sov. Litva, 2-11-1950). V. Miniotas, correspondant de Tiesa, a décelé un danger encore plus grand dans le district de Tytuvėnai : Le travail politique parmi les kolkhosiens était défectueux. Le manque de surveillance de la vie intérieure des kolkhoses a permis à des koulaks de s'infiltrer dans de nombreux camps agricoles aux postes directeurs. Dans le kolkhose « Tolučiai » le koulak Ruseckas a travaillé comme brigadier ; il a fait périr une quantité de chevaux (Tiesa, 28-12-1950). Des koulaks ont mené aussi, en qualité de chefs, une action destructrice dans le district de Marijampolė (Sov. Litva, 1-12-1950). Parmi le personnel du Présidium du kolkhose « Naujas Kelias » (district de Pabradė) se trouvait un koulak saboteur (Sov. Litva, 6-1-1951).

Mais c'est dans la région de Vilna que les koulaks les plus dangereux ont été découverts. Les Comités n'ayant pas montré assez de vigilance, les malfaiteurs se sont infiltrés dans plusieurs kolkhoses où ils opèrent tranquillement. Dans le kolkhose « Naujoji Porudamina », l'un d'entre eux a régné longtemps en maître. Au moment de l'agrandissement du kolkhose, il a réussi à détourner 50 % des semences. De même dans le kolkhose « Raudonasis Spalis », M. Valnuchin, chef de magasin, un Russe certes,

mais aussi un valet des koulaks, a volé 12,5 quintaux de céréales (Sov. Litva, 30-1-1951). Les Comités de districts et les services politiques des Stations de machines et de tracteurs doivent mener une lutte sans merci contre ce qui reste des koulaks et des éléments bourgeois-nationalistes.

Des cas également néfastes ont été décelés par M. Miskinis dans la région de Klaipėda, où le plan de préparation des semences n'a été exécuté qu'à 50 % : Cette situation peu satisfaisante résulte de l'activité des koulaks qui se sont introduits dans les kolkhoses. Ainsi dans le kolkhose « Raudonoji Vėliava » du district d'Eisiskis, la plus grande partie des céréales se trouve dans la grange du koulak Verzekas. Il accapare les biens communautaires, mène une propagande contre les kolkhoses et sape la discipline du travail (Sov. Litva, 25-2-1951).

L'action des koulaks peut prendre des formes encore plus redoutables. Parfois, ils s'emparent de tous les postes importants d'un kolkhose et sabotent toute sa production. Il en est ainsi, selon V. Miniotas, dans le district de Jonava. Dans le kolkhose « Nemunas », le koulak Davalda a falsifié les comptes et détourné du magasin plus de 2 tonnes de céréales. Un autre koulak, Orlovas, y travaille comme brigadier. Dans le kolkhose « Lenino kelio », le koulak Ragelis, lui aussi brigadier, a aidé son père à dissimuler des biens communautaires. Les koulaks Mikalauskas et Viselka n'ont pas encore été chassés des kolkhoses « Vienybė » et « Julija Zemaitė » (Tiesa, 10-1-1951).

Le système des kolkhoses semble décidément avoir beaucoup d'ennemis. Chaque jour la presse dénonce ces traîtres en termes identiques. D'ordinaire l'article se termine par une brève note signalant que les coupables ont été arrêtés. Ils disparaissent ensuite silencieusement. Combien sont-ils qui subissent le même sort sans qu'il en soit fait mention dans les journaux ? Aucun paysan n'est à l'abri de la menace de se trouver un jour classé dans la catégorie maudite et il le sait. C'est un système de terroirisation. Mais pour qu'une telle campagne soit ouvertement menée sur une échelle aussi vaste, il faut qu'il y ait de bonnes raisons. Le discours de Molotov, prononcé à Varsovie le 22 juillet 1951, stipulant que les koulaks sont les ennemis les plus farouches du peuple, révèle que la situation est analogue dans tous les pays occupés ou contrôlés par l'U.R.S.S.

RECIT D'EVADES

Quelques personnes ont réussi à s'échapper de la Lithuanie occupée et nous racontent ce qui se passe dans ce pays où elles se trouvaient encore il y a très peu de temps. Ce ne sont pas des hommes politiques ou ayant eu une situation de quelque importance, mais des gens simples qui ont vécu tous les désastres et qui ont vu, jour après jour, la répercussion des événements. Ils nous apportent non des comptes rendus systématiques sur des questions économiques ou sociales, mais des témoignages personnels sur la vie quotidienne et sur l'esprit du peuple. Cette relation directe de ce que l'on sait et de ce que l'on pense dans un pays fermé à l'Occident a une valeur d'autant plus grande. Nous donnons ici quelques réponses à des questions qui ont été posées à ces évadés, en conservant leur forme spontanée et rude.

Comment écoute-t-on « La Voix de l'Amérique » ?

La Voix de l'Amérique parvient en Lithuanie, bien que son audition ne soit pas parfaite, et qu'elle soit souvent défectueuse. Il y a un très fort brouillage, des mots entiers disparaissent. C'est en Russie que le brouillage est le plus efficace, mais en Lithuanie, la réception laisse aussi à désirer. On écoute la Voix de l'Amérique surtout dans les villes, car les campagnes sont pauvres en postes de radio. Cependant, elle est assidûment écoutée en dépit du risque. Tous les appareils d'avant-guerre ont été enregistrés ; les récalcitrants ayant « omis » de le faire sont maintenant en Sibérie. Les appareils perfectionnés que l'on trouve parfois dans le commerce sont à des prix inabornables (800 à 1.200 roubles) et l'on se sert généralement d'appareils russes, dits « bon marché », coûtant néanmoins 400 roubles environ. Ceux-ci sont très rudimentaires et n'ont que deux longueurs d'onde. Il n'y a pas d'interdiction officielle d'écouter les émissions étrangères, cependant ceux qui sont pris sur le fait sont sévèrement punis. La meilleure réception paraît être celle de 7 heures du matin. Jusqu'à maintenant, c'est surtout grâce à la Voix de l'Amérique que le pays reçoit des informations plus ou moins régulières. Mais ses programmes ne donnent pas toujours entière satisfaction. On voudrait un soutien moral plus énergique, des paroles d'espoir plus fréquentes, des nouvelles plus complètes de l'extérieur. La Voix de l'Amérique parle trop des bolcheviks, des crimes soviétiques, des camps de Sibérie. Tout cela n'est, hélas, que trop connu des auditeurs. Et l'on voudrait être mieux renseigné sur ce qui se fait pour la libération du monde opprimé, sur l'effort lithuanien à l'étranger, sur le réarmement, les mouvements de l'opinion libre, la guerre de Corée, la situation politique, etc.

Certaines émissions sont particulièrement écoutées, par exemple les sermons dominicaux du curé de l'église « Ausros Vartai » à New-York. Ses paroles simples et sereines touchent profondément ceux qui réussissent à les capter. On s'en répète de longs extraits, comme le passage disant que la libération viendra aussi sûrement que l'aurore après la nuit. Nous autres, au delà de l'océan, nous tendrons toujours une main secourable. La nation lithuanienne depuis onze ans poursuit son chemin de croix, mais la libération viendra

pour elle aussi. On craint dans le pays que l'on ne perde de vue, qu'en ce moment l'U.R.S.S. se prépare à arracher une décision définitive et que la crise approche à grands pas. Ou bien l'Occident survivra ou bien le raz-de-marée communiste submergera le monde.

On craint que l'Occident ne s'en rende pas suffisamment compte et ne sous-estime les efforts de l'U.R.S.S. qui, à toute allure, se prépare à la guerre. Les ouvriers sont épuisés par un surcroît de travail qu'on leur impose sans cesse et les soldats soviétiques sont endurcis, rompus à toutes les fatigues, capables de lutter dans les pires conditions. Parmi ces soldats, il y en a beaucoup qui iraient comme volontaires en première ligne, rien que pour toucher une double ration. Ils n'ont pas peur de mourir. Leur psychologie est complètement viciée, incompréhensible à un Occidental et ils ne se rendent même pas compte de la misère immense qui règne chez eux. La discipline est de fer. Pas un seul ne parlera de jeter les armes, comme certains peuvent encore l'imaginer. Toute une génération éduquée dans l'esprit communiste va se battre à mort. La propagande martelle sans cesse : « Nous raserons le monde entier ! Nous armerons la Chine, qui possède plus de soldats que les U.S.A. ne pourront fabriquer de balles. Derrière ces soldats, il y aura la grande armée rouge. Enfin, si tout flanche, 15 millions de policiers N.K.V.D. monteront au front. L'Amérique sera anéantie. La guerre de Corée n'est qu'une amusette pour enfants, mais si les Russes se mettent de la partie, les choses iront tout autrement. » Sans doute, l'homme de la rue sait bien ce qu'il y a de bluff et d'exagération dans tout cela, il n'en est pas moins inquiet. Ceux qui connaissent la situation réelle pensent qu'il ne faut pas fermer les yeux sur le danger et se montrer trop optimiste. L'U.R.S.S. est une immense usine de guerre où tout travaille pour un seul et même but. Le péril est beaucoup plus pressant qu'on ne le pense. Si la diplomatie soviétique parle tant de la paix, ce n'est que pour camoufler les préparatifs de guerre et pour gagner du temps. Il faut encore aux Russes un an ou deux pour épurer les cadres du parti et de l'armée, mettre au point les armes secrètes, s'assurer des stocks de guerre. C'est grave. Que l'Occident en soit solennellement averti.

Que sait-on des partisans ?

Personne n'en parle, mais tout le monde connaît leur existence. Ils font leur travail. Ils opèrent surtout par petits groupes dans des conditions très dures. Les munitions manquent. Ils sont persécutés sauvagement. Parfois des paysans ont été arrêtés et emprisonnés pour plusieurs années parce qu'un partisan avait traversé leur cour — et toute personne inconnue peut être désignée ainsi. Même des « sribes » (miliciens chargés de l'extermination des partisans) ont eu jusqu'à 25 ans de détention sous l'inculpation de contact avec eux. Les partisans arrêtés et leurs proches sont maintenant torturés en secret et liquidés. Leurs cadavres ne sont plus exposés dans le caniveau devant les postes de police. Aussi tentent-ils, au moment où ils se voient arrêtés, de se faire sauter à la grenade, pour ne pas être reconnus et sauver ainsi leurs familles. Les occupants sentent la haine que leur portent les Lithuaniens, et ils suspectent même ceux qui proclament une parfaite loyauté. Qui sont les « sribes » ? Des « exterminateurs », en russe : les « istrebiteli ». Officiellement, ils portent le nom de « défenseurs du peuple ». Ce sont des détachements spécialement formés

pour combattre l'ennemi intérieur : les « bandits politiques ». Ceux qui s'y enrôlent signent le serment d'être les plus fidèles parmi les fidèles, de marcher sur les traces de Lénine et de Staline, d'obéir aveuglément aux supérieurs et aux ordres du parti et, si c'est nécessaire, d'arrêter leurs propres père et mère. Au début, beaucoup d'entre eux se sont engagés uniquement pour échapper au service militaire, mais ce calcul était faux. Maintenant leur nombre a beaucoup diminué, les uns tués par les partisans, les autres condamnés pour des crimes divers. Leur aspect est misérable. Ils touchent 400 roubles par mois, qui ne leur suffisent pas pour vivre (les dépenses minima sont de 350 roubles pour une personne et de 600 pour une famille), et ils sont traités comme des chiens. Dans l'action contre les partisans, ils sont toujours envoyés en première ligne. Il y a quelque temps, ils pouvaient encore piller les prisonniers et leurs biens, mais ces « bénéfices » se sont encore rétrécis de plus en plus avec la misère générale grandissante. Ils portent des vestes russes. Leurs bottes sont trouées. Une fois engagés, ils ne peuvent reculer. Beaucoup sont en prison parce qu'ils cherchaient à changer de métier.

Les déportations continuent-elles toujours ?

Les déportations continuent, quoiqu'elles s'opèrent plus discrètement et sur une échelle réduite. Les dernières déportations spectaculaires datent de 1948-1949 ; tous les véhicules avaient alors été réquisitionnés pour transporter les malheureux vers les gares. Dans toute la Lithuanie des agglomérations entières se trouvaient brusquement dépeuplées.

On s'acharne avant tout à déporter les « koulaks ». Entrent dans cette catégorie les propriétaires d'au moins 20 hectares, ou plus exactement les paysans employant ne serait-ce qu'un seul ouvrier, et déclarés « exploités ». Ceux qui n'avaient que quelques hectares pouvaient tenter d'expliquer qu'ils n'avaient pas d'ouvriers, et que c'étaient des parents qui les aidaient. D'habitude, on déporte la famille entière. On emmène également ceux qui n'ont pas de terres, et ceux qui sont suspects d'héberger des partisans, et d'office tous les habitants aux lisières des forêts. Partout, sans cesse, on contrôle les paysans, pour savoir s'ils n'ont pas déserté un kolkhose, connaître leur domicile, leur travail, qui les a embauchés, etc. La plupart de ceux qui se sont inscrits à temps au kolkhose avec leurs familles ont évité la déportation.

Cependant il y eut des déportés des kolkhoses. Ceux qui ont été expulsés des collectifs furent placés sous la surveillance des N.K.V.D. qui finirent évidemment par les envoyer très loin. Parmi les Lithuaniennes déportées, il y en a qui, pour échapper aux terribles privations, ont dû épouser des Russes ou des communistes. On peut correspondre avec les déportés, et leur envoyer des colis de 8 kg. au plus, mais cela coûte cher. Des déportés sont parfois revenus ; en général ceux qui avaient pu s'échapper

furent réexpédiés. Les lieux de déportation sont, entre autres, Krasnojarsk, Irkutsk, Kazakstan ; ces derniers temps (1949-50), on déportait « des volontaires de la Lithuanie affamée, pour bâtir des kolkhoses dans l'Union Soviétique » — pour la plupart, au Kazakstan. Cette fois-ci, contrairement à l'habitude, à partir de Minsk les portes des wagons furent même déclouées et on laissa les déportés descendre sur le quai pour prendre de l'eau. On les présentait aux Russes, Biélorusses et autres citoyens des Républiques « Sœurs » comme des « volontaires du travail ». Les déportés doivent travailler à l'abattage des forêts, à la construction des canaux, aux kolkhoses des ports, etc. Les prisonniers sont employés à la construction des centrales hydro-électriques de Volga-Kuibyshev.

Des régions entières de Lithuanie, autour de Siauliai et de Gustonys par exemple, sont maintenant désertes, les fermes abandonnées, avec portes et fenêtres clouées, les champs en friche comme dans la région de Leningrad où l'on voit du train un désert de broussailles.

En Sibérie, les conditions d'existence sont terribles. Un litre de lait coûte 5 roubles, et l'on n'en trouve pas toujours. Ceux qui ont de jeunes enfants sont particulièrement à plaindre. Il y a maintenant une amélioration en ce sens que l'on ne sépare plus les familles comme auparavant. Après avoir eu le temps de bâtir leur hutte en terre, en écorce et en chaume, les déportés sont astreints au travail. Parfois l'eau est à 15 ou 18 km. et en quantité insuffisante. La mortalité atteint des pourcentages énormes. Dans les lettres des déportés on trouve toujours la même demande de produits contre les moustiques.

Et les réfugiés ?

Les informations sur les parents et les amis qui ont pu se réfugier à temps ou sont restés à l'étranger parviennent en Lithuanie par les journaux communistes qui mettent au pilori ces « déserteurs », par la Voix de l'Amérique, ou par les récits des quelques Lithuaniens qui sont rentrés dans leur pays volontairement ou sous diverses menaces. La plupart de ces rapatriés sont réexpédiés jusqu'en Sibérie, soit directement, soit après un bref séjour en Lithuanie.

Ceux qui ont réussi à rester chez eux sont astreints à se présenter à la police tous les trois jours. Considérés comme suspects, ils trouvent difficilement du travail. On connaît des cas où les rapatriés ont été transférés directement d'Allemagne en Sibérie. Ceux qui ont cru à la propagande se sont, hélas, rendu compte trop tard de leur erreur. Même les fonctionnaires soviétiques ne comprennent pas comment ces malheureux ont pu se laisser prendre.

La circulation à l'intérieur du pays est-elle libre ?

Les trois zones établies après la guerre ont été abolies, mais il faut un laissez-passer spécial pour se rendre dans les zones frontalières et côtières. Des bases navales sont installées à Kaliningrad, Pillau, Libau, Tallin, Paldisk, mais à Klaipėda il n'y a pas de centre militaire important. A part ces restrictions, il n'y a plus besoin officiellement de

permis de voyage. Si l'on a suffisamment d'argent, on peut prendre un billet pour n'importe quel point de l'U.R.S.S. Mais en réalité tout citoyen est attaché à son poste : à un kolkhose, à une usine, à un établissement, et ne peut quitter la localité de son travail sans une autorisation spéciale. Faute d'un papier justifiant son déplacement, il risque d'être inculpé d'espionnage, de désertion ou de trahison.

La correspondance avec l'étranger ?

Une lettre reçue d'Occident, et tout particulièrement d'Amérique, est le plus sûr moyen d'expédier le destinataire en Sibérie. Dans les questionnaires que l'on doit remplir pour obtenir un travail quel qu'il soit, il y a une rubrique spéciale concernant les amis ou les parents à l'étranger. Ceux qui répondent négativement et reçoivent ensuite

des lettres sont arrêtés immédiatement comme espions et traîtres. Parfois la police n'agit pas immédiatement, mais inscrit simplement leurs noms sur la liste des prochaines déportations. Pour envoyer une lettre à l'étranger, il faut aller à la poste centrale du département, remplir un formulaire et remettre la lettre ouverte à la censure qui, très souvent, ne l'expédie même pas.

Y a-t-il une russification du pays ?

Dans les grandes villes on trouve maintenant beaucoup de Russes. Ces nouveaux venus s'y sont introduits de deux façons : d'une part, les soldats de l'Armée Rouge stationnés en Lituanie lors de la démobilisation avaient le droit de trouver du travail sur place, et un certain nombre sont ainsi restés ; d'autre part, en 1946-47, il y eut une véritable ruée vers les pays récemment annexés. Des trains

entiers venant de Russie, bondés, avec des grappes humaines accrochées aux marche-pieds et aux portières, déversaient une population en loques, à l'affût de ressources encore inexploitées. Il s'en suivit une période d'insécurité, pendant laquelle les agressions nocturnes et même en plein jour se multiplièrent. Beaucoup de ces Russes se sont enrôlés dans la Milice et le N.K.V.D.

Reste-t-il encore des paysans indépendants des kolkhoses ?

Il y a encore des paysans « libres », mais en très petit nombre. Pour la plupart, ce sont ou bien ceux qui ont refusé d'adhérer à un kolkhose — et maintenant ils n'y sont plus admis — ou bien ceux qui n'y ont pas été acceptés à cause de la mauvaise qualité de leurs terres. La plupart

des petits propriétaires qui n'avaient que deux ou trois hectares de terrain et qui n'ont pas voulu se collectiviser ne peuvent satisfaire aux exigences du fisc et attendent leur tour d'être mis en prison pour non paiement de l'impôt. Ils n'ont souvent pas d'autre nourriture que quelques croutes de pain.

Quelles sont les conditions du travail ?

Le contrôle du travail est très strict. Pour un retard de cinq minutes on risque d'être congédié. Quand on a de la chance, on a seulement à payer une pénalité égale à 25 % du salaire mensuel (ou à 50 % en cas de récidive). La troisième fois c'est l'expulsion et au moins six mois de camp de concentration pour sabotage. Les prisons regorgent de monde, il faut en construire de nouvelles. Des camps de concentration se trouvent à Vilna, Pravieniskes, Klaipėda, Silute, Akmene, Telsiai, etc. ; on ne peut les dénombrer tous. Les prisonniers politiques sont déportés en Russie ; seuls, ceux dont la peine ne dépasse pas cinq ans restent sur place. Les criminels de droit commun sont moins sévèrement surveillés et bénéficient de l'indulgence des gardiens. Mais, pour une infraction quelconque, qui n'aurait aucune suite en Occident, on est condamné à 15 ans « pour motifs politiques ». Cette peine s'accroît automatiquement de cinq ans de privation de droits civiques, ce qui implique l'interdiction de revenir en Lituanie. Toute personne « politiquement suspecte » mène une existence de paria. Dès qu'on

apprend sa qualité, elle est impitoyablement congédiée et ne peut plus trouver de travail, car le motif du licenciement figure obligatoirement sur son livret. Ceux qui l'embaucheraient seraient accusés de favoriser les fascistes et les capitalistes américains.

La situation de ceux qui figurent sur la liste des « koulaks » est particulièrement tragique. Au moment des rafles à la campagne pour les déportations massives, un certain nombre d'entre eux ont réussi à fuir dans les villes, en abandonnant leurs biens, leurs terres et leurs maisons, et se sont fait embaucher dans des usines. Mais ils n'y sont pas plus en sûreté, car des contrôles incessants et minutieux peuvent faire découvrir à chaque instant leur origine, ce qu'ils faisaient auparavant, et pourquoi ils ont quitté un endroit sans avoir un ordre de déplacement nécessaire. Les « koulaks » qui ont trouvé moyen d'échapper à la déportation soit en entrant les premiers dans les kolkhoses soit en prouvant qu'ils étaient seuls à cultiver la terre sans employer d'ouvriers sont également dans une situation pré-

caire. Souvent la presse « démasque » ces traîtres, ces ennemis publics dont le seul crime était d'avoir pu réunir quelques économies au prix d'un travail acharné.

Pour l'instant, il n'y a pas en Lithuanie de contrôle de la « porte ouverte », comme en Tchécoslovaquie où il est défendu de fermer sa porte à clef de façon que les policiers et les agents du parti puissent entrer à tout moment faire une inspection. Mais en revanche il y a beaucoup d'autres

mesures de ce genre. Pendant la nuit, les habitants sont contrôlés par les agents du N.K.V.D. qui cherchent « des partisans » dans les placards... et emportent ce qui leur convient. En comparaison avec la Lithuanie indépendante, le nombre des policiers est centuplé. Ils grouillent partout et sous toutes les formes : « stribes », N.K.V.D., « verts » de la frontière, etc. Dans la moindre usine, il y en a trois ou quatre qui veillent à sauvegarder le « bien de l'Etat ».

Quel est le niveau de vie de la population ?

Seuls, les hauts fonctionnaires, et en général ceux qui gagnent plus de 1.500 roubles ont une certaine aisance. Le reste de la population manque de tout et doit passer des heures à faire la queue pour une denrée ou un article problématiques. Des femmes louent des nourrissons qui leur donnent droit à la priorité. Il faut être content si dans une distribution, on vous octroie des chaussures dépareillées ou toutes deux du même pied. En revanche, l'eau-de-vie, les cigarettes et tous les produits de ce genre, qui rapportent le plus à l'Etat, se trouvent à profusion, mais sont d'un prix exorbitant. Le litre de vodka coûte 50 roubles, tandis que le salaire moyen de l'ouvrier est de 300 roubles. Il est vrai que sur les produits d'alimentation courants, les prix ont été diminués à plusieurs reprises, mais la diffé-

rence est récupérée autrement. Le marché libre, inséparable du marché noir, est toléré, car c'est encore l'unique moyen d'avoir tout ce dont on a besoin, jusqu'aux médicaments américains. Mais si, au cours d'une perquisition dans le train par exemple, on trouve dans une valise des produits dont le commerce est interdit, son propriétaire est condamné à 7 ans de prison. Sur les marchés, en acquittant préalablement une taxe d'emplacement, on peut vendre du beurre, des oignons, des chaussures usagées ou ses propres vêtements. Sans ce trafic, règnerait la misère la plus noire. Les kolkhosiens reçoivent pour leur journée de travail un salaire dérisoire. L'aliment de base de la population est la pomme de terre, dont le kilogramme coûte au printemps un rouble à un rouble et demi.

Quelles sont les catégories les plus désavantagées ?

Ce sont en premier lieu les ennemis des communistes ou ceux qui ont été désignés comme tels, ensuite les paysans qui étaient autrefois aisés. Ceux d'entre eux qui entrèrent tout de suite dans les kolkhoses se croyaient à l'abri des persécutions et de la misère, mais après avoir épuisé leurs réserves personnelles, ils sont devenus pauvres comme Job. La condition de vie dans les sovkhoses — fermes modèles de l'Etat — est relativement bonne, mais il y a très peu de ces fermes, et il est même question de les supprimer complètement parce qu'elles coûtent à l'Etat plus qu'elles ne lui rapportent. Les impôts énormes ont forcé les paysans qui ont réussi à échapper à un kolkhose à vendre leur cheptel qui diminue en Lithuanie dans des proportions alarmantes. On a peine à concevoir comment les laitières stakhanovistes arrivent à obtenir d'une vache des quantités énormes de lait chaque jour comme on l'annonce triomphalement dans les journaux.

Personne n'est libre de quitter un kolkhose. Un paysan

désertant l'entreprise où il est « zakreplen » — c'est-à-dire fixé — est puni de 3 à 4 ans d'emprisonnement. Ceux qui sont détachés momentanément d'un kolkhose pour un travail spécial sont astreints à y revenir.

Les ouvriers des grandes usines sont encore relativement favorisés car ils ont des cantines où ils peuvent acheter du pain à discrétion. Les autres travailleurs ne se fournissent que dans les magasins d'alimentation de la ville, très irrégulièrement approvisionnés. Bien sûr, on y trouve des bonbons et de la confiserie à des prix astronomiques, mais lorsque on y voit vendre du gros pain blanc, surnommé « béton », ce sont des queues interminables. A Kaunas, Vilna, Klaipeda, cette année, les boulangeries manquent souvent de marchandise, tandis que dans les villages, même pour tout l'or du monde, on ne trouve à acheter qu'un potage douteux. A la campagne, c'est la catastrophe. Toutes les réserves licites ou dissimulées sont épuisées et le marché noir des villes n'est pas accessible.

Quelles sont les conditions de la vie religieuse ?

Sauf Mgr Paltarokas, tous les évêques lithuaniens ont disparu : ils ont été arrêtés et déportés. Beaucoup de prêtres ont été arrêtés aussi, et nombre de paroisses n'ont plus de curé. Les églises sont frappées de lourds impôts. Celles qui ne peuvent y faire face doivent fermer leurs portes. Une propagande violente est menée contre la religion, contre les croyants, contre le Vatican. Les paroissiens se rassemblent souvent, même longtemps après l'expulsion du curé, pour chanter des cantiques, jusqu'à ce que l'on ordonne d'évacuer aussi les meubles. Pour organiser une procession, il faut payer une taxe très élevée, 7.000 roubles environ. Seuls les convois d'enterrement sont exempts de ces impôts. Les processions sur la voie publique sont interdites. Les sermons aussi sont défendus. On entrave de mille façons l'activité des organisations religieuses. Le délégué épiscopal qui s'était rendu l'année dernière à Klaipeda pour adminis-

trer la confirmation a été arrêté à son retour à Telsiai, à la descente du train. Malgré tout, les églises sont pleines de monde. A Vilna, les « Ausros Vartai », lieu saint de la Lithuanie, sont plus fréquentés que jamais. Mais la cathédrale est fermée, bien qu'elle n'ait pas été transformée en dancing ou en magasin à grains comme certains journaux polonais l'ont annoncé. Les monuments nationaux sont démolis ou profanés, les lieux historiques abandonnés. Les croix qui jalonnent toutes les routes lithuaniennes sont pour la plupart renversées. Les statuettes religieuses en bois, les « petits dieux » — « dievukai » — que l'on voyait partout dans la campagne, sont criblées de balles ou mutilées. La propagande contre le clergé « agent des impérialistes occidentaux » est incessante. On ne monte pas de procès spectaculaires, comme en Hongrie, mais à Kretinga, un moine, condamné pour avoir caché un partisan, a été pendu publiquement en 1947.

La propagande contre l'Occident est-elle active ?

La propagande contre l'Occident est très violente. Les Occidentaux sont injuriés partout et en toutes occasions : par la radio, au cours des meetings, dans la presse, par des caricatures. Dans les journaux communistes, on trouve constamment des attaques contre les Français, les Anglais et les Américains. L'ouvrier américain est montré mourant de faim et réduit à chercher son pain dans les poubelles. Dans l'« Internationale des Traîtres », on explique comment les agents du Vatican « ont vendu leur pays » et que partout le peuple vigilant les démasque et les condamne comme en Hongrie le cardinal Mindszenty. De nombreuses brochures sont consacrées à ce sujet. Des affiches spéciales représentent le train de la paix soviétique renversant toutes les barricades capitalistes, ou encore un Russe brandissant son poing gigantesque contre le monde entier. Le « Krokodil » veut prouver que les citoyens soviétiques votent librement, avec enthousiasme. Ces votes sont d'ailleurs généralement savamment orchestrés et accompagnés d'une mise en scène organisée à l'avance. On sait qui va voter le premier et on lui prépare des cadeaux. Généralement, c'est une petite vieille qui, dans un discours appris par cœur, injurie les capitalistes occidentaux et chante les louanges du « soleil de Staline ». Le second est un jeune stakhanoviste qui remercie l'Armée Rouge d'avoir « libéré le pays » et qui invite à la « compétition socialiste du travail ». Ces premiers votants sont filmés, photographiés, interviewés et on les montre dans la presse et dans les films d'actualités comme des exemples de conscience soviétique et de dévouement à la « grande patrie ».

Le cinéma est exclusivement politique. Entre 1945 et 1949, la plupart des films étaient américains. Ils sont maintenant remplacés par des films tchèques, hongrois et polonais. Les films russes que les lycées et les administrations doivent obligatoirement passer sont : *La Jeune Garde*, *Le Serment* (d'une kolkhosienne à Staline), le film sur Pavlov. *La Rencontre sur l'Elbe*, *Au Pouvoir du Dollar*, sont violemment anti-américains. Chaque semaine, dans chaque kolkhose, arrive un cinéma ambulant.

De nombreuses tournées théâtrales sont organisées à la campagne. Les pièces s'intitulent *La Voix de l'Amérique* ou *Les Taudis de Londres*. C'est toujours la même propagande contre les Anglo-Saxons et le Vatican. L'Occident entier est représenté comme formé d'une coalition de fauteurs de guerre. Il va sans dire que chacun doit assister obligatoirement à ces spectacles.

L'achat des livres est également obligatoire. Chaque année est organisée une « Semaine du Livre ». Les professeurs et les instituteurs en reçoivent chacun un nombre important qu'ils doivent vendre à leurs élèves. S'il leur en reste, ce sont eux qui les payent. Aussi les imposent-ils aux enfants et à leurs parents qui, ne tenant pas à être classés d'office dans la catégorie des contre-révolutionnaires, achètent ces ouvrages. Ce procédé explique les chiffres écrasants de la diffusion du livre soviétique annoncé dans les journaux. Il va de soi que les auteurs de ces ouvrages sont soigneusement choisis.

Le pays est-il unanime ?

Face à l'oppresseur, les Lithuaniens sont unanimes. Il n'y a pas de partis politiques, mais un seul ennemi : l'occupant russe. Les traîtres sont rares. On s'entraide comme on peut. La solidarité est complète. Personne n'a abandonné l'espoir d'une prochaine libération. Il n'y a qu'une seule préoccupation : survivre et faire l'impossible pour éviter à la Nation des dommages irréparables. Les aspirations à l'indépendance nationale sont plus fortes que jamais.

NOUVELLES RELIGIEUSES

LE VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE LA PROVINCE ECCLESIASTIQUE DE LITHUANIE

Le 18 mai 1951 a été célébré à Rome le vingt-cinquième anniversaire de la formation de la Province Ecclésiastique de Lithuanie.

Avant la Grande Guerre le pays était administré par les Métropolitains de Mohilev et de Varsovie. Dès la proclamation de l'indépendance lithuanienne il s'avéra nécessaire d'y organiser une Province spéciale, c'est ce que fit le Pape Pie XI par la Bulle *Lithuanorum Gente* (4 avril 1926).

Cette Province comprenait un archevêché à Kaunas et quatre évêchés. Après le rattachement de Vilna à la Lithuanie en 1939 l'archevêché de cette ville fut administré par un Délégué Apostolique. Pour une population catholique de 2.800.000 âmes environ, on comptait alors en Lithuanie 6 évêchés, 681 paroisses avec 1.646 prêtres et 1.202 églises ou chapelles, ainsi que quatre séminaires instruisant 470 étudiants.

La première occupation soviétique (1940-1941) fut marquée par des persécutions religieuses diverses. Les Soviétiques s'emparèrent des biens ecclésiastiques et nationalisèrent bibliothèques et maisons d'éditions catholiques, hospices et orphelinats. Les églises furent frappées de lourdes impositions.

En même temps s'exerça une pression morale sur le clergé et les fidèles. Par tous les moyens, flatteries, menaces, emprisonnements, le clergé fut incité à adhérer au nouveau régime et à rompre avec le Vatican. Les églises ne furent pas fermées mais les fidèles qui les fréquentaient s'exposaient à des mesures policières. Certaines fêtes religieuses furent déclarées jours ouvrables.

La persécution s'intensifia et lorsque les Allemands repoussèrent les Russes de Lithuanie, quinze prêtres avaient déjà été assassinés et neuf déportés en Sibérie. Les nouveaux envahisseurs ne se montrèrent pas plus humains. Au cours de leur occupation, deux évêques, Mgr J. Staugaitis et Mgr A. Kūkta sont morts, tandis que Mgr Skvireckas, archevêque Métropolitain de Kaunas et deux évêques, Mgr Brizgys et Mgr Pädolskis, ont été déportés en Allemagne.

Le retour des Russes en 1944 semblait devoir s'accompagner d'une détente. Une réconciliation apparente entre le régime et l'Eglise Orthodoxe eut lieu. Les catholiques ne se faisaient cependant aucune illusion, et leurs craintes se justifiaient. Dès le 19 février 1946, S. E. Mgr Boriszvičius, évêque de Telsiai, fut arrêté et condamné à mort pour « relations avec des espions et des bandits ». D'autres évêques, Mgr Matu-

lionis, Mgr Ramanauskas et Mgr Reinys, Archevêque, Administrateur apostolique du diocèse de Vilna, ont été déportés et ont disparu les uns après les autres. Vingt prêtres avaient été tués au moment de la « libération » en 1944. Au cours des années suivantes les emprisonnements, les assassinats et les déportations ne se ralentirent pas. Trois séminaires ont été fermés, et dans le seul resté ouvert le nombre des élèves est limité à 150. Les prêtres ont été frappés de lourds impôts, ainsi que les églises, de sorte que, la population s'appauvrissant, elles doivent fermer leurs portes les unes après les autres sans que les cérémonies religieuses soient officiellement interdites.

La province ecclésiastique de Lithuanie a commémoré son vingt-cinquième anniversaire aux prises avec une persécution impitoyable qui vise à la fois l'esprit religieux et national.

1251 - 1951

Un peu d'histoire : comment, il y a sept siècles, la Lithuanie a adopté la religion catholique-romaine.

CONFERENCE DU PROF. Z. IVINSKIS

L'introduction du christianisme en Lithuanie vers le milieu du XIII^e siècle a pris la forme d'une lutte entre l'Occident et Moscou. C'est l'Occident qui l'emporta. La Lithuanie, le dernier Etat païen d'Europe, a adopté le catholicisme. La question s'est posée d'une façon très complexe.

L'Etat lithuanien venait d'être organisé par Mindaugas, un duc puissant, habile dans l'art de la guerre comme dans la politique. Continuellement aux prises avec la coalition de ses voisins, les ducs russes et les deux ordres de chevaliers teutoniques, la Lithuanie ne pouvait plus rester païenne. Mais de quel côté allait-elle se tourner : vers l'orthodoxie l'ouvrant à l'influence russe ou vers le catholicisme la rattachant au monde occidental ? Le problème préoccupait non seulement Mindaugas et son peuple, mais aussi leurs voisins et la papauté en premier chef.

Les deux solutions pouvaient être envisagées. La Lithuanie était toujours en contact avec divers Etats russes. Le culte byzantin l'attirait par son faste. Dans la région sud-est une partie de la population lui était déjà acquise. Commencant à étendre ses frontières vers l'Est et à occuper des régions slaves tournées vers Byzance, la Lithuanie semblait vouée à l'orthodoxie.

Cette solution paraissait d'autant plus possible que les voisins catholiques de la Lithuanie n'étaient pas en état d'agir

énergiquement. La Pologne était catholique, mais sa faiblesse militaire et politique ne pouvait inciter les Lithuaniens à adopter sa religion. Les deux ordres de Chevaliers Teutoniques s'étaient déjà installés à Riga et en Prusse. Ils avaient introduit le catholicisme « par le sang et par l'épée » dans les pays dont la population était de la même race que les Lithuaniens. Ce baptême était administré sous une forme si violente que le peuple prussien disparut entièrement en ne laissant que son nom adopté par ses conquérants. Une guerre éclata entre les deux Ordres allemands et les Lithuaniens. Elle ne pouvait favoriser l'introduction en Lithuanie de la religion des ennemis.

Mais, d'autre part, l'autorité du pape était un facteur très important. Tautvila, un duc lithuanien influent, concurrent de Mindaugas, était déjà devenu catholique. L'emprise de la religion catholique sur le peuple lithuanien commençait, elle aussi, à se faire sentir.

Mindaugas lui-même se décida dans ce sens. Il annonça à l'ordre des Porte-Glaive de Livonie sa volonté de se faire baptiser et d'introduire le christianisme dans son pays. En même temps, il envoya une délégation auprès d'Innocent IV. La *Chronique rimée de Livonie*, les lettres des papes écrites à Mindaugas et aux autres souverains, reproduites dans les collections de Theiner (*Mon. Pol. et Lithuan.*, t. I), de Bunge et les chroniqueurs russes, jettent une vive lumière sur le caractère de cette conversion.

Dans une lettre à Mindaugas, le pape lui rappelle sa décision de se faire baptiser : « Tu nous a supplié humblement par tes envoyés... » Une autre lettre du pape annonce qu'au début de l'année 1251, Mindaugas s'est fait baptiser « avec un très grand nombre de païens. Parmi les néophytes étaient la famille de Mindaugas et sa cour.

Le nombre des lettres envoyées par le pape à Mindaugas au milieu de l'été 1251 montre combien la nouvelle conquête était importante pour l'Eglise : on en connaît six, écrites au cours de quelques semaines. Après l'abandon du catholicisme par le duc de Volhynie, la Lithuanie devait devenir le bastion de l'Eglise catholique parmi les populations orthodoxes.

Innocent IV forma en même temps le « Diocèse de Lithuanie » (*Diocesis Lethoviensis*). Le 17 juillet 1251, il accorda à l'Etat lithuanien la protection du Siège apostolique. En 1253, Mindaugas fut sacré roi de Lithuanie. Deux ans plus tard, en 1255, le pape Alexandre VI accorda aussi la couronne royale à l'un des fils de Mindaugas.

Les attentions dont le pape entoure le pays nouvellement converti ne s'arrêtent pas là. Pour éviter l'influence des Ordres Teutoniques, Mindaugas obtient pour son pays le droit de relever de Rome directement et non par l'intermédiaire de Riga. Lorsque cet archevêque consacra Christian, premier évêque de Lithuanie, il rattacha, en dépit des prescriptions contraires du pape, l'évêché de Lithuanie à l'archevêché de Riga et de Prusse. Le pape fit supprimer cet acte, et, comme l'indique le *Livlaendisches*

Urkundenbuch (t. I, p. 355) donna l'ordre à l'évêque de Neuenburg de recevoir le serment de l'évêque de Lithuanie au nom du pape et de l'Eglise romaine.

Le sort ne favorisa ni le nouveau roi catholique, ni son peuple. Dix ans après son couronnement, en 1263, Mindaugas et sa famille furent massacrés par un groupe de conjurés. Le pays fut ravagé par les luttes intestines et par la peste.

Ces malheurs ralentirent la progression du christianisme dans le pays. Certains historiens ont même cru que Mindaugas l'avait abandonné avant sa mort et que la Lithuanie avait dû être convertie pour la seconde fois, en 1385, par Jogaila (Jagellon), duc lithuanien, devenu roi de Pologne.

Cependant, il ne semble pas que Mindaugas ait renoncé à la religion catholique. Clément IV, dans sa lettre de 1268 à Ottokar II, roi de Bohême, parle de Mindaugas comme d'un souverain « de pur renom » qui « après avoir reçu le sacrement de baptême et après avoir été couronné roi par l'autorité apostolique a été cruellement massacré par certains fils de mauvaise volonté... » Le pape ne s'exprimerait pas en ces termes s'il considérait le roi Mindaugas comme un apostat. Latkowski, historien polonais, voit en Mindaugas (*Krol Mindaugas*, 1892) un martyr du christianisme.

La conversion du pays n'allait pas sans difficultés, les Ordres des Chevaliers de Livonie et de Prusse ne faisant rien pour la faciliter : ils auraient préféré s'en charger eux-mêmes avec les méthodes dont ils s'étaient servi dans les pays déjà occupés. Leurs intrigues retardèrent en fait le baptême et le couronnement de Mindaugas. C'est pour la même raison que la question du Diocèse de Lithuanie ne fut réglée qu'en 1254, trois ans après l'introduction du christianisme. De plus, les Ordres des Chevaliers reprirent immédiatement la guerre contre le roi néophyte.

Cependant le catholicisme ne disparut pas en Lithuanie avec la mort du roi. Il n'était plus une religion officielle. Les grands-ducs qui prirent le pouvoir après Mindaugas étaient païens. Mais Gediminas, grand-père de Jagellon, de même que Kestutis et Algirdas, ses fils, entrèrent en pourparlers avec les papes au sujet de leur baptême. Ils tolérèrent toutes les religions. Les églises et les abbayes catholiques n'ont pas cessé de fonctionner depuis l'époque de Mindaugas. C'est aussi grâce à ces traditions que Jagellon lui aussi s'est décidé, cent trente-cinq ans plus tard, à se faire baptiser et à faire de la religion catholique la religion d'Etat.

Le dernier peuple païen en Europe fut gagné définitivement à l'Occident. A la fin du Moyen Age, il a joué un rôle de premier plan dans les régions de l'Est et c'est lui qui a favorisé, dans une certaine mesure, la propagation du catholicisme dans les terres slaves conquises dont une partie de la population l'admit sous forme d'unionisme. Dans leur lutte contre l'Orient, l'Occident et le catholicisme ont marqué des points grâce à la nation lithuanienne au moment où les papes étaient en guerre contre les Hohenstaufen.

NÉCROLOGIE

Nous apprenons, à la dernière minute, le décès survenu à Rome le 25-10-51, de S. E. Mgr Pranas Bucys, Evêque titulaire d'Olympe. Le défunt était né le 20-8-1872. Vice-Recteur (1923-24), puis Recteur (1924-25) de l'Université Vytautas le Grand, il fut sacré évêque le 3 juillet 1930. Il a dirigé, durant 18 ans, la Congrégation des Marians.

Il a joué un rôle important dans la vie scientifique, culturelle, religieuse et nationale de la Lithuanie et il était un des artisans de sa renaissance nationale.

Sa mémoire a été évoquée par la Radio du Vatican.

LITHUANIE LIBRE

Organisation et représentation à l'étranger

Les rapports entre le Comité Suprême de Libération de la Lithuanie et les Représentants Diplomatiques de l'Etat Lithuanien.

Dans son Bulletin n° 17-104 daté du 14 septembre 1951, ELTA, l'Agence d'Information du Comité Suprême de Libération de la Lithuanie annonce que, du 2 au 12 septembre 1951, des entretiens en vue d'assurer une collaboration permanente ont eu lieu entre M. S. Lozoraitis, Chef de la Diplomatie Lithuanienne, et la Délégation du Comité Suprême de Libération de la Lithuanie. Il a été décidé que la coordination de toutes les activités politiques et diplomatiques en vue de la restauration d'une Lithuanie indépendante et libre, organisée sur des bases démocratiques, serait assurée par des contacts permanents entre le Chef de la Diplomatie et la Commission Politique du Comité Suprême de Libération de la Lithuanie, ainsi que par des conférences plus larges des représentants de différents milieux lithuaniens convoqués selon les besoins. Les questions en suspens seraient réglées au cours des conversations ultérieures. Un salut à la Nation Lithuanienne combattante, et un appel à l'union ont été publiés à l'issue de ces entretiens. Le Comité Suprême de Libération de la Lithuanie et le Chef de la Diplomatie constatent avec satisfaction la sympathie et l'intérêt grandissants des Nations et des Etats Libres pour la Lithuanie opprimée et ils adressent leurs remerciements à tous ceux qui la soutiennent dans sa lutte.

NOUVELLES BREVES

DEMARCHES DANS LES PAYS SCANDINAVES. — M. Jurgis Savickis, ancien Ministre de Lithuanie à Stockholm, Oslo et Copenhague, a été chargé d'une mission dans les Pays Scandinaves par le Comité Suprême de Libération de la Lithuanie. Lors de son voyage, M. Savickis a été reçu par les Souverains et il a eu de nombreux entretiens avec des personnalités politiques de ces pays. Un memorandum relatif à la question lithuanienne a été remis aux Ministres des Affaires étrangères de Suède, de Norvège et du Danemark.

DEMARCHES A MADRID ET A LISBONNE. — S. E. Mgr V. Brizgys, Evêque Auxiliaire de l'Archevêque Métropolitain de Kaunas, s'est rendu, sur la demande du Comité Suprême de Libération de la Lithuanie, en Espagne et au Portugal où il a eu des entretiens importants avec le Ministre des Affaires étrangères d'Espagne ainsi qu'avec les hauts fonctionnaires du Ministère des

Affaires étrangères d'Espagne et du Portugal, auxquels il a remis des mémorandums concernant la Lithuanie.

NOMINATIONS. — M. le Prof. J. Baltrusaitis a été nommé Conseiller Spécial pour les Relations Culturelles auprès du Comité Suprême de Libération de la Lithuanie.

M. J. Lanskoronskis, Colonel B.E.M., Attaché Militaire de Lithuanie à Paris et à Bruxelles, a été nommé Conseiller Spécial pour les Questions Militaires auprès du même Comité.

PUBLICATIONS. — Le Service pour les Affaires Extérieures du Comité Suprême de Libération de la Lithuanie vient de publier un recueil des mémorandums présentés jusqu'à présent par ce Comité à l'Organisation des Nations Unies.

Les cahiers n° 1 et 2 des « Travaux de la Commission d'Etudes de la Reconstruction Economique de la Lithuanie », qui viennent de paraître, sont consacrés aux problèmes de l'électrification du pays et de la réforme agraire après la Libération.

LA LITHUANIE

DANS LES MOUVEMENTS INTERNATIONAUX

MOUVEMENT EUROPEEN. — Le Comité Lithuanien pour le Mouvement Européen se compose des personnalités suivantes : M. le Prof. Brazaitis, Président ; M. le Prof. J. Kaminskas et M. Makauskis, Vice-Présidents ; M. T. Sidiskis, Secrétaire Général ; M. S. Backis, Délégué Général.

A la Commission de l'Europe Centrale et Orientale du Mouvement Européen présidé par M. Mac Millan, membre du nouveau Gouvernement Britannique, la Lithuanie est représentée par M. S. Backis, Vice-Président du Bureau, et par MM. les Prof. J. Brazaitis, J. Baltrusaitis et M. V. Balickas.

GROUPE CONSULTATIF LITHUANIEN AUPRES DU COMITE NATIONAL DE L'EUROPE LIBRE. — Le Groupe Consultatif Lithuanien auprès de l'N.C.F.E. (Free Europe) est composé par M. V. Sidzikauskas, Président ; M. A. Trimakas, Secrétaire ; M. K. Bielinis, Trésorier, et MM. J. Audėnas, B. Nemickas, Tolisius, Pr. Vainauskas et V. Vaitiekunas, Membres.

UNION INTERNATIONALE PAYSANNE. — La délégation lithuanienne à l'U.I.P. est composée de Mme A. Devenienė, Présidente ; MM. K. V. Grinius, Dr B. Matulionis, A. Novickis, Dr J. Pajaujis, B. Paramskas et V. Sidzikauskas.

ORGANISATION DES SOCIALISTES EN EXIL. — Les socialistes lithuaniens sont représentés à l'O.S.E. par M. le Prof. J. Kaminskas, Leader des Sociaux-Démocrates Lithuaniens, et par M. A. Zamcickas.

UNION INTERNATIONALE LIBERALE ET COMITE LIBERAL EN EXIL. — La Lithuanie est représentée à l'Union Libérale par

M. le Prof. S. Zymantas, Leader des Libéraux Lithuaniens, et M. S. Kuzminskas, ancien Conseiller Commercial de Lituanie à Berlin.

NOUVELLES EQUIPES INTERNATIONALES. — Les Chrétiens Démocrates Lithuaniens sont représentés aux N.E.I. par Mgr M. Krupavicius, ancien Ministre, M. E. Turauskas, Ministre Plénipotentiaire, ancien Député, M. P. Karvelis, ancien Ministre, et M. l'Abbé J. Krivickas.

UNION CHRETIENNE DEMOCRATE D'EUROPE CENTRALE. — Les Chrétiens Démocrates Lithuaniens sont représentés à l'U.C.D.E.C. par M. le Prof. K. Pakstas et M. Pr. Vainauskas.

Au Groupe des Jeunes de l'U.C.D.E.C. les Lithuaniens sont représentés par M. A. Venskus et Mlle S. Prapuolenytė.

FEDERATION DES JOURNALISTES LIBRES DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET DES PAYS BALTES ET BALKANIQUES. — Les journalistes lithuaniens sont représentés à la Fédération par M. J. Lanskoronskis.

UNION EUROPEENNE DES FEDERALISTES. — Les Lithuaniens sont représentés à l'U.E.F. par le Comité Directeur de l'Union des Fédéralistes Lithuaniens composé de M. E. Turauskas, Président; MM. J. Baltrusaitis et J. Lanskoronskis, Vice-Présidents; M. C. Gedgaudas, Secrétaire Général; M. S. Backis, Délégué Général.

CLUB FEDERAL DE L'EUROPE CENTRALE A PITTSBURG. — Les Lithuaniens sont représentés au Club de Pittsburg par M. le Prof. K. Pakstas, qui en est actuellement le Président.

COMITE INTERNATIONAL DE DEFENSE DE LA CIVILISATION CHRETIENNE. — La Lituanie est représentée au Comité de défense de la civilisation chrétienne par M. S. Backis, Délégué National.

ORGANISATIONS NATIONALES

I. — COMITES DE LA COMMUNAUTE MONDIALE LITHUANIENNE :

(Additifs et modifications)

- 1) Autriche : AuLB LOK : M. S. Glionertas, Heinrichsdorf O. ô bei Linz, D. P. Siedlung, Lager Asten.
- 2) Belgique : BLV V-ba : M. l'Abbé J. Dédinas, 23, rue Frédéric Lintz, Louvain.
- 3) Etats-Unis d'Amérique : LOK JAV-LB : M. A. Saulaitis, P. O. Box 507, Waterbury, Conn.
- 4) Suède : SLB V-ba : M. Paujausis, Litauiska Foereiningen i Sverige Hantverkaragatan 59 - II, Stockholm.
- 5) Suisse : SvLB V-ba : Mme E. Garbaciauskas, Hohenklingenstr. 23, Zürich - Hôgg.

II. — INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES :

(Additifs et modifications)

- 1) Association Lithuanienne de Culture : (Prés. M. le Prof. V. Raulinaitis), 4, Ridgeway, Melbourne, W. 1, Australie.

2) Association des Ecrivains Lithuaniens : Président M. B. Babrauskas, 1436 S. 50 Ave., Cicero, 50, Ill., U.S.A.

3) Centre de la Presse Lithuanienne « Gabija » : 340, Union Ave. Brooklyn, 11, N. Y., U.S.A.

4) Institut Lithuanien Mindaugas de Science et de Culture : (Recteur : M. le Prof. Pr. V. Raulinaitis), 4, Ridgeway, Melbourne, W. 1, Australie.

5) P. L. A. I. S. - ga (Union Mondiale des Architectes et Ingénieurs Lithuaniens) : M. le Prof. J. Simoliunas, 1426 Junction Ave. Racine, Wis., U.S.A.

Presse

(Additifs et modifications)

1) Argentinos Lietuviu Balsas (Voix des Lithuaniens d'Argentine) : Calle Boedo 737, Buenos-Aires, Argentine.

2) Ateitis (« L'Avenir ») : Revue de la jeunesse catholique lithuanienne, 680, Bushwick Ave., Brooklyn, 21, N. Y., U.S.A.

3) Australijos Lietuvis (« Le Lithuanien d'Australie »), bi-hebdomadaire, 35, ca'or St West Hindmarsh, Adelaide, South Australia.

4) Darbininkas (« Le Travailleur ») : (après sa fusion avec « Amerika » et « Lietuviu Zinios »), hebdomadaire, 680, Bushwick Ave., Brooklyn, 11, N. Y., U.S.A.

5) Musu Pastogė (« Sous notre Toit ») : hebdomadaire, 5, Hampden St., Hurlstone Park, N. S. W., Sydney, Australie.

6) Technikos Zodis (« Parole de Technique ») : c/o M. K. Bertulis, 1616 So Christiana Ave, Chicago, 23, Ill., U.S.A.

Service d'information et de documentation

1) Bulletin Lithuanien : Service d'Information et de Documentation, périodique bimestriel, Direct., Rédact., 5, rue de Messine, Paris-8^e. Tél. : CAR. 54-07.

2) Current News on the Lithuanian Situation : Bulletin ronéotypé, publié par la Légation de Lituanie à Washington, 2622, 16th, ST., N. W., Washington, D. C., U.S.A.

3) Comunicado do Consulado da Lituania em Sao Paulo : Bulletin ronéotypé, publié par le Consulat de Lituanie au Brésil, rua Jaquariete 477, Caixa Postal, 249-A, Sao Paulo.

4) Elta : bulletin ronéotypé, en lithuanien, édité par le Service d'Information du Comité Suprême de Libération de la Lituanie, 16, Goethestr. (14 B) Pfullingen, Allemagne.

5) Lithuanian Bulletin : publié par le Conseil des Lithuaniens d'Amérique, 233, Broadway, New-York, 7, N. Y., U.S.A.

6) Ziniu Santrauka (résumé des informations) : Bulletin ronéotypé en lithuanien, publié par le Centre d'Informations Lithuaniennes (L.A.I.C.), 233, Broadway, New-York, 7, N. Y., U.S.A.

Direction-Rédaction : 5, rue de Messine - Paris (8^e)
Tél. : CAR 54-07

Directeur : S. BACKIS

Compte chèques postaux Paris 83-1561

Dépôt légal, 4^e trimestre 1951.

Prix d'un numéro : 25 francs
(LA RÉDACTION ACCEPTE DES ABONNEMENTS DE SOUTIEN)

C. I. T., 99, Faubourg Saint-Denis, PARIS (X^e)